REPUBLIQUE TUNISIENNE

SECRETARIAT D'ETAT AU PLAN ET A L'ECONOMIE NATIONALE

RAPPORT SUR LE BUDGET ECONOMIQUE DE L'ANNEE 1967

INTERNATIONAL MONETARY FUND
Joint Library
Washington D.C. 20431
INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

92733

TC
330.9
T83v6
1967

ERRATUM

---

page	ligne	lire :	au lieu de :
14	13	(L. C. S. D.).....	(+ C. S. D.)
16	20	En ressources du tableau : ménages : 8,6 (1967).....	ménages : 8,8
19	22	Ces prévisions.....	Les prévisions
20	21	avances Trésor : -	avances Trésor (40,4)
30	24	et vont subir.....	et sont subir
38	5	fonds spéciaux.....	fonds propres
38	19	dont l'augmentation.....	sont l'augmentation
79	5	expansion de crédit 1,7 (pour Habitation).....	1,1 (pour Habitation)

ИНВ.

INTRODUCTION

L'analyse qui suit portera sur l'évolution économique de la Tunisie telle qu'elle est attendue pour 1966 et telle qu'elle est prévue pour 1967.

Cette analyse a été effectuée compte tenu des éléments exogènes suivants :

- l'évolution des différents secteurs de la production ;
- l'évolution des dépenses et des recettes courantes de l'Administration ;
- l'évolution de la masse monétaire dans le cadre des différents plafonds de crédits arrêtés par le Gouvernement Tunisien en accord avec le Fonds Monétaire International.

A partir de ces éléments qui constituaient pour nous des éléments exogènes, c'est-à-dire des données sur lesquelles nous ne pouvions plus agir soit parce que les mesures nouvelles éventuelles à prendre ne pouvaient plus avoir d'effets au cours de l'année 1967, soit parce que ces données sont dictées par des impératifs politiques ou constituent des objectifs jugés souhaitables, à partir donc de ces éléments, nous avons établi des prévisions en fonction de deux hypothèses d'investissements.

La première hypothèse porte sur un chiffre d'investissements de 141 Millions de Dinars. Il s'agit des projets d'investissements répondant aux critères suivants :

- tout d'abord, tous les projets qui sont en cours de réalisation ;
- en deuxième lieu, tous les projets nouveaux dont le coût en devises est financé par l'extérieur ;
- en troisième lieu, tous les projets dont la réalisation est complémentaire de projets en cours ou de projets déjà achevés. C'est ainsi par exemple qu'il a été jugé nécessaire de ne pas différer les investissements relatifs à l'accroissement des périmètres à irriguer par l'Oued

Nebhana dont le barrage est en voie d'achèvement ; de même, il a été jugé indispensable de prévoir les investissements nécessaires pour l'amélioration de l'infrastructure liée aux projets touristiques etc...

- en quatrième lieu, il a été tenu compte dans la répartition des investissements entre secteurs de l'impératif de ne pas diminuer le nombre d'emplois des chantiers nationaux de travail par rapport aux années précédentes. C'est ainsi qu'il a été jugé nécessaire de retenir un certain nombre d'investissements agricoles en raison de ce critère.

- enfin, il a été estimé que l'Etat devait maintenir et même accentuer son intervention pour promouvoir le développement industriel, et c'est dans ce sens qu'un montant relativement élevé de subventions d'équipement et de participations a été retenu.

A partir des investissements retenus en fonction de ces critères et dont le montant s'élève, comme nous l'avons dit à 141 Millions de Dinars, nous avons établi des prévisions en ce qui concerne les moyens de financement.

Ces derniers sont constitués soit par l'Epargne, soit par les apports extérieurs.

Pour déterminer l'épargne, nous avons procédé à l'analyse des opérations courantes des différents agents (Administrations, Entreprises et Ménages) et nous avons pu ainsi évaluer le montant probable de l'épargne pour chacun de ces agents compte tenu des éléments exogènes indiqués ci-dessus.

Pour déterminer les apports extérieurs, nous avons procédé également à l'analyse de l'évolution des différents postes de la balance des paiements.

Enfin, pour confectionner le compte de capital des différents agents, nous avons dû également procéder à la projection des différents éléments qui constituent les ressources bancaires et leurs contreparties.

Compte tenu ainsi des éléments exogènes et de différentes autres hypothèses de projection nous avons abouti *à deux impasses* :

- une impasse relative à la balance des paiements de 3 MD en 1967 (malgré l'hypothèse faite et selon laquelle le niveau des

disponibilités en devises serait minimum) ;

- une impasse relative au financement des investissements de l'Administration de 14 M.D en 1967.

L'ampleur de ces impasses a été jugée inacceptable et il a fallu alors reprendre les calculs à partir d'une *deuxième hypothèse* d'investissements, à savoir une hypothèse de 110 M.D au lieu de 141 M

Pour nous limiter à ce niveau d'investissements, nous avons dû non seulement supprimer tous les projets nouveaux dont le financement n'est pas encore assuré, mais également retarder certains projets dont le coût en devises est financé par l'extérieur. Nous avons même été plus loin puisque nous avons étalé la réalisation de certains projets en cours.

Ces mesures nous permettront cependant d'équilibrer les finances publiques en 1967 et de reconstituer un certain volant de réserves de changes, qui devront augmenter de 4,2 M.D, ce qui contribuera à alléger les tensions qui pèsent à l'heure actuelle sur le plan de la balance des paiements.

Nous sommes bien entendu conscients que la limitation des investissements peut engendrer plus tard une baisse du taux de croissance, mais nous avons essayé de faire en sorte que cette baisse soit la plus faible possible en accordant la priorité absolue aux investissements productifs.

De toutes manières, la première hypothèse d'investissements n'est pas abandonnée purement et simplement. Nous la maintenons en la qualifiant de "conditionnelle", ce qui signifie que certains des projets retenus dans cette liste et supprimés dans la deuxième liste pourraient être repris si des conditions nouvelles assurant leur financement intégral intervenaient en cours d'année.

L'objet de ce rapport est donc d'expliciter les hypothèses de projection relatives à l'hypothèse d'investissements de 110 M.D et d'analyser la façon dont évoluera probablement l'économie tunisienne compte tenu de cette hypothèse.

Un autre rapport relatif à l'hypothèse de 141 M.D est disponible, mais il n'a pas été jugé utile de procéder à sa distribution.

C H A P I T R E I

L'EXPANSION ATTENDUE POUR 1966 ET 1967

-===§===-

Nous examinerons dans ce chapitre comment ont été établies les prévisions de production pour les différentes branches économiques dont la somme des valeurs ajoutées constitue le Produit Intérieur Brut. Puis nous analyserons dans un deuxième paragraphe les différentes utilisations de ce Produit Intérieur Brut.

I - LES DIFFERENTES COMPOSANTES DU PRODUIT INTERIEUR BRUT :

L'évolution prévue pour 1966 et 1967 des différents secteurs de production a été établie d'abord aux prix de 1966 tels qu'ils sont connus au moment de l'élaboration de ce travail. Il n'a pas été fait par conséquent d'hypothèses sur les variations de prix attendues pour 1967. Ensuite des évaluations ont été faites aux prix constants de 1960 de manière à apprécier la croissance "réelle", c'est-à-dire en volume, des différents secteurs de production. Tous les taux de croissance qui seront indiqués dans ce chapitre seront par conséquent des taux réels, c'est-à-dire des taux obtenus après élimination des variations de prix. En outre, ces taux de croissance se rapporteront à la valeur ajoutée au coût des facteurs.

Sous le bénéfice de ces observations préliminaires, il est prévu que le P.I.B. au coût des facteurs et aux prix constants de 1960, s'élève à 380,2 M.D. en 1966 et à à 407,8 M.D en 1967 contre 377,3 M.D en 1965, soit un accroissement de 1 % seulement entre 1966 et 1965 et un accroissement de 7,0 % entre 1966 et 1967.

Cette évolution est le résultat des progrès enregistrés dans tous les secteurs sauf dans l'agriculture et les industries agricoles et alimentaires dont les niveaux de production attendus pour 1966 et

1967 seront inférieurs à ceux de 1965.

Dans l'agriculture en effet, il est prévu que la production ajoutée aux prix constants de 1960 passe de 85,2 M.D en 1965 à seulement 60,5 M.D en 1966 et à 66,5 M.D en 1967. La chute qui sera ainsi enregistrée dans ce secteur à la suite de la sécheresse sera d'environ 20 %. Cette chute touchera les céréales puisqu'il est prévu que la production de blé dur doit passer de 547 000 tonnes en 1965 à 415 000 tonnes en 1966 et à 490 000 tonnes en 1967, et que celle du blé tendre doit passer de 111 000 tonnes en 1965 à 44 000 tonnes en 1966 et à 95 000 tonnes en 1967. Par contre la production d'orge après une chute en 1966, sera marquée en 1967 par une reprise.

La chute de la production agricole touchera également les olives, dont la production passera de 439 000 t en 1965 à 233 000 t en 1966 et à seulement 115 000 t en 1967. La production de fruits et légumes par contre ne sera que très légèrement touchée par la sécheresse parce qu'il s'agit de culture en très majeure partie irriguées.

Dans les industries agricoles et alimentaires, la chute sera de l'ordre de 3 % en 1966 et 1967 par rapport à 1965. Cette chute s'explique évidemment par la baisse qui sera enregistrée surtout dans la production d'huile d'olive : 95 000 t en 1965, 55 000 t en 1966 et 25 000 t seulement en 1967. Les produits de la minoterie par contre ne seront pas touchés par la diminution des récoltes en raison des importations de céréales prévues. En ce qui concerne également les conserves de légumes et de fruits ainsi que les conserves de poissons, il est prévu une augmentation assez régulière de la production de 1965 à 1967. De même en ce qui concerne le sucre, le tabac et le café torréfié, nous envisageons pour 1966 et 1967 un accroissement régulier de la production. Au total la valeur ajoutée des industries agricoles et alimentaires passera de 26,5 M.D en 1965 à 25,7 M.D en 1966 et à 25,0 M.D en 1967.

Pour les produits pétroliers, nous envisageons une augmentation très sensible de la production en 1966 et en 1967 puisqu'il est prévu un accroissement de 93 % en 1966 par rapport à 1965 et un accroissement de 55 % en 1967 par rapport à l'année 1966. Cet accroissement proviendra pour une légère partie de l'augmentation de la production de la S.T.I.R. mais pour l'essentiel il sera le résultat de

l'exploitation du nouveau gisement d'El Borma.

L'électricité quant à elle continuera à progresser et son taux d'accroissement sera de l'ordre de 30 % en 1966 et de 9 % en 1967 par rapport à 1966. Cette augmentation très sensible sera le résultat de la mise en exploitation de la nouvelle centrale de la Goulette dont l'entrée en production a eu lieu au début 1966 et qui à coïncidé avec l'entrée en production d'un certain nombre de grands ensembles industriels.

En ce qui concerne le *secteur des "matériaux de construction, céramique, verre"* l'augmentation attendue sera de 3 % en 1966 et de 2,1 % en 1967. Cette progression relativement faible s'explique par la politique de stabilisation des investissements décidée par le gouvernement pour les années 1966 et 1967.

Les industries extractives par contre doivent progresser de 6,8 % en 1966 et de 10,8 % en 1967 puisque la valeur ajoutée de ce secteur doit passer de 7,7 M.D en 1965 à 8,2 M.D en 1966 et à 9,1 M.D en 1967. Cette progression sera le résultat de l'augmentation de production des deux produits suivants (en millions de tonnes) :

	1965	1966	1967
Phosphates bruts.....	3 040	3 450	3 850
Fer.....	1 017	1 000	1 200

Il est à signaler cependant que l'on envisage une baisse de l'ordre de 20 % en ce qui concerne la production de sel (303 000 en 1966 et 1967 contre 361 000 t en 1965), et une stabilisation en ce qui concerne la production de plomb (environ 25 000 tonnes).

Pour les industries mécaniques et électriques, Il est prévu une accélération extrêmement importante du rythme de croissances qui, de 5,9 % qu'il était en 1965, va passer à 89 % en 1966 et à environ 56 % en 1967. Cette progression s'explique évidemment surtout par l'entrée en production de la Sidérurgie de Menzel Bourguiba mais également par le développement prévu des activités de montage de véhicules automobiles et de postes de télévision et de radio (AL ATHIR). Si l'on excluait en effet El Fouladh, l'accroissement du reste de la branche serait respectivement de 28 % et de 48 % en 1966 et 1967 par rapport à 1965.

Pour le textile et l'habillement également le taux de croissance prévu est élevé puisqu'il sera de l'ordre de 17,5 % en 1966 et de l'ordre de [illegible] cette progression envisagée est dûe à l'entrée [illegible] de Bir Kassâa au début de l'année 1966 et au développement des autres activités de la S.O.G.I.C.O.T.

De même en ce qui concerne le chimie, il est prévu une croissance [illegible] 11 % en [illegible] suite du développement de la production de superphosphates qui doit passer de 325 000 t en 1965 et 1966 à 365 000 t en 1967.

Pour le bois et le cuir, nous envisageons une augmentation de la production de 6 % en 1966 puis une stabilisation en 1967.

Pour le papier et les industries diverses, l'augmentation attendue de 23 % en 1966 surtout sera la conséquence de l'accroissement de la production de cellulose, mais pour 1967 nous prévoyons un taux de croissance de 2 % seulement.

Le secteur des *"bâtiments et travaux publics"*, quant à lui devrait diminuer en 1966 de [illegible] % et en 1967 de 24 % par rapport à 1965, en raison de la baisse prévue quant au montant des investissements à réaliser.

En ce qui concerne [illegible] services, nous envisageons un développement régulier des transports dont le taux de croissance sera d'environ 7,3 % en [illegible] environ 7,8 % en 1967.

Pour les autres services, l'accroissement prévu de 24 % en 1966 et en 1967 sera surtout le résultat du développement des activités touristiques puisque nous avons maintenu [illegible] autres activités de ce secteur à leur niveau de 1965.

4 8

Ainsi au total le taux de croissance du P.I.B. au coût des facteurs, sera de l'ordre, comme nous l'avons dit, de 1 % en 1966 et de 7,0 % en 1967. La progression pour cette dernière année sera d'autant plus remarquable que la production agricole sera en nette

diminution par rapport à 1965. C'est par conséquent l'évolution de la production industrielle qui sera décisive quant aux progrès qui sont envisagés pour l'année prochaine. Il s'agit là d'un phénomène extrêmement intéressant et qui montre que l'influence des fluctuations agricoles sur l'ensemble du P.I.B. est de moins en moins gra

II - LA BALANCE DES RESSOURCES-EMPLOIS

Si l'on ajoute au Produit Intérieur Brut aux prix du marché les importations de biens et services, on obtient ce qu'on appelle les "ressources" en biens et services de l'ensemble de la nation. Celles-ci s'élèveront par conséquent à 570,4 M.D en 1966 et à 608,5 M.D en 1967 contre 568,3 M.D en 1965 (aux prix constants de 1960), soit une stabilisation en 1966 et une augmentation d'environ 6 % en 1967. La stabilisation prévue pour 1966 s'explique par les limitations que nous sommes en train de nous imposer en matière d'importations en raison des difficultés de notre balance des paiements. L'on s'attend à ce que l'ampleur de ces difficultés diminue en 1967 comme on le verra lors de l'analyse de la balance des paiements, d'abord parce qu'il est prévu une amélioration très nette du niveau de nos exportations, ensuite parce qu'on escompte une utilisation relativement plus importante d'aide extérieure. C'est pour ces raisons que le niveau des importations sera en augmentation d'environ 7,6 % en 1967 par rapport à 1966.

A prix courants évidemment les variations prévues seront d'amplitude beaucoup plus grande en raison de la dévaluation qui a augmenté les prix des produits importés de 25 % et les prix locaux d'environ 7 %. A ces variations de prix que nous pouvons considérer comme étant la conséquence directe de la dévaluation il faut d'ailleurs ajouter les variations de prix intervenues normalement depuis 1960.

Le tableau suivant reproduit l'ensemble des ressources aux prix constants de 1960 et aux prix courants :

Ensemble des ressources en biens et services

	1965	1966	1967
en millions de dinars aux prix courants			
P.I.B.	503,8	514,9	547,2
Importations biens et services...	174,1	165,6	176,6
Total..	677,9	680,5	723,8
en millions de dinars aux prix constants de 1960			
P.I.B.	437,3	445,2	473,8
Importations biens et services...	131,0	125,2	134,7
Total..	568,3	570,4	608,5

L'ensemble de ces ressources ne peut avoir que cinq "emplois" possibles : consommation privée, consommation publique, formation brute de capital fixe, variations des stocks et exportations. La répartition des ressources entre ces différents emplois s'établira conformément au tableau ci-après :

Ensemble des emplois en biens et services de la nation

	1965	1966	1967
en millions de dinars aux prix courants			
Consommation privée.....	355,6	342,7	365,2
Consommation publique.....	84,1	98,3	104,7
F.B.C.F.	133,4	127,3	110,0
Stocks.....	6,1	-	10,2
Exportations.....	98,7	112,2	134,7
Total	677,9	680,5	723,8

en millions de dinars aux prix constants de 1960			
Consommation privée.....	309,6	298,1	322,5
Consommation publique.....	72,8	83,0	88,0
F.B.C.F.	106,0	102,5	88,0
Srocks.....	4,8	-	-
Exportations.....	75,1	86,8	103,0
Total	568,3	570,4	608,5

L'examen de ce tableau appelle les remarques suivantes :

- Tout d'abord, nous constatons qu'à prix constants, il est prévu que la consommation privée diminue en 1966 et augmente d'environ 8,1 % en 1967, ce qui pour l'année 1967 tout au moins, est supérieur aux prévisions du plan quadriennal.

- Ensuite, nous constatons une baisse de l'ordre de 3,0 % des investissements en 1966 par rapport à 196 et une baisse de l'ordre de 12 % en 1967 par rapport à 1966. Ainsi les mesures adoptées dans le cadre du plan de stabilisation ont porté leur fruit en 1966 et il est même prévu qu'en 1967 les mesures soient non seulement reportées mais également accentuées dans le sens de plus grandes restrictions.

- En ce qui concerne la consommation publique de biens et services, le tableau ci-dessus fait apparaître un effort de compression extrêmement important puisque le taux de croissance prévu pour 1967 dans ce domaine ne sera que d'environ 3 %.

- Enfin, les exportations de biens et services accusent une progression très encourageante, grâce surtout, comme nous le verrons, au développement du tourisme, de la production minière, et surtout grâce à la découverte du gisement de pétrole d'El Borma. Le taux de croissance prévu est de 15,5 % pour 1966 et de 18,7 % pour 1967. Nous analyserons cette évolution en détail dans le chapitre III.

θ
θ θ

Il apparaît ainsi en conclusion que, contrairement à ce qui s'est passé pour l'année 1965, les années 1966 et 1967 seront marquées par un accroissement très sensible de la demande extérieure et par une diminution non moins sensible du rythme de la demande intérieure.

Cette évolution aura pour conséquences principales une amélioration de la balance des paiements et une augmentation de notre capacité de financement des investissements.

C H A P I T R E II

LES INVESTISSEMENTS

-==§==-

Nous avons vu dans le chapitre précédent que les investissements retenus s'élèveront à 127,3 M.D en 1966 et à 110 M.D en 1967 contre 133,4 M.D d'investissements réalisés en 1965.

Le choix des projets a été fait d'une part en fonction d'un volume global d'investissement compatible avec les moyens de financement dont nous disposons, et d'autre part en tenant compte des situations particulières suivantes :

- La priorité est donnée, d'abord, aux projets en cours de réalisation et bénéficiant d'un financement étranger.

- Nous avons ensuite retenu les projets dont la réalisation est complémentaire des projets en cours ou des projets déjà achevés. C'est ainsi par exemple qu'il n'est pas question de différer les investissements nécessaires pour accroître les périmètres à irriguer par l'Oued Nabhana dont le barrage est en voie d'achèvement. De même il nous faudra prévoir les investissements nécessaires pour l'amélioration de l'infrastructure liée aux projets touristiques.

- Enfin sont retenus les projets nouveaux ou d'extension dont le coût en devises est financé par l'extérieur et ceux dont la réalisation est, à court terme déjà, bénéfique sur le plan de la balance des paiements.

Compte tenu de ces critères, le volume des investissements prévus pour 1966 et retenus pour 1967 sera respectivement, comme nous l'avons dit, de 127,3 M.D et de 110 M.D.

Nous examinerons dans ce qui suit la répartition de ces investissements d'une part par nature et par agent investisseur,

d'autre part par secteur bénéficiaire.

I - REPARTITION DES INVESTISSEMENTS PAR NATURE ET PAR AGENT INVESTISSEUR

Si nous répartissons les investissements par type de biens, en distinguant les biens d'équipement, la construction et les autres frais (y compris les études), on constate que le montant des équipements prévus va passer de 51,3 M.D en 1965 à 47 M.D en 1966 et à 43,5 M.D en 1967. La chute qu'il est prévu d'enregistrer en 1966 puis en 1967 dans ce domaine sera la conséquence de la baisse des investissements.

En ce qui concerne la construction, le montant des investissements va passer de 76,4 M.D en 1965 à 74,3 M.D en 1966 et 61,7 en 1967. On constate par ailleurs que les investissements retenus pour 1967 seront relativement plus productifs que ceux de 1966 puisque la part de la construction par rapport à l'ensemble du coût des investissements ne sera que de 56 % contre 58 % en 1966 alors que celle des équipements sera de 40 % en 1967 contre 37 % en 1966. Quant aux autres frais, notamment ceux des études, ils étaient de 5,7 M.D en 1965 et il est prévu qu'ils atteignent 6 M.D en 1966 et 4,8 en 1967.

Si nous examinons maintenant la répartition de ces investissements par agent investisseur nous constatons que ceux de l'Administration qui étaient de 48,6 M.D en 1965 doivent rester à peu près au même niveau en 1966 pour redescendre en 1967 à 43,2 M.D, que ceux des ménages doivent se stabiliser autour de 9 M.D pour les années 1965 et 1966 pour redescendre à 6 M.D en 1967 et que ceux des entreprises qui après avoir chuté en 1966 (69,6 M.D contre 75,5 en 1965) continueront à chuter en 1967 (61,7 MD).

Ainsi la part de l'Administration dans l'ensemble des investissements qui était de 36 % en 1965 sera de 40 % en 1966 mais ne dépassera guère 38 % en 1967, celle des ménages qui était de 7 % en 1965 sera également de 7 % en 1966 mais seulement de 6 % en 1967, et celle des entreprises qui était de 57 % en 1965 descendra à 53 % en 1966 pour remonter à 56 % en 1967.

Il est interessant d'identifier en ce qui concerne l'Administration les investissements qui doivent être financés par le

budget d'équipement et ceux qui seront payés par les autres agents de l'Administration. Pour 1966 et 1967 la répartition par agent des investissements de l'Administration est reproduite ci-après :

Répartition par agent des investissements de l'Administration
(en millions de D.)

	1966	1967
Titre II, section I	36,3	30,1
Fonds de concours.....) Fonds spéciaux.....(	1,3	1,3
Trésor.....	2,0	-
Dépenses payées directement aux fournisseurs étrangers.....	5,8	7,6
Dons d'équipement...	1,2	1,2
Collectivités locales	0,6	0,6
Semoules (+ CSD).....	1,5	1,5
Total.....	48,7	42,3

Ce tableau fait ainsi apparaître les dépenses d'investissements réalisées directement par l'Administration avec leurs modalités de financement. Il faut signaler ici qu'en ce qui concerne plus particulièrement le titre II du budget de l'Etat, les dépenses inscrites ci-dessus ne constituent pas l'ensemble des dépenses, il faut ajouter d'autres dépenses en capital telles que les subventions d'équipement aux entreprises, ainsi que les participations pour obtenir le montant des crédits à ordonnancer sur le titre II. De ce point de vue les paiements qu'il est prévu d'effectuer sur le budget d'équipement de l'Etat s'élèveront à 40,3 M.D en 1967 contre 43,0 MD en 1966. Ces paiements seront répartis de la façon suivante :

Paiements prévus
(en millions de dinars)

	1966	1967
Subventions d'équipement et participations....	6,7	10,2
Investissements titre II.....	36,3	30,1
Total...	43,0	40,3

En examinant le détail des subventions et participations pour les années 1966 et 1967 on constate que les variations les plus importantes portent principalement sur les subventions dont bénéficiera le Commissariat au Tourisme (2,5 M.D en 1967, alors qu'aucune subvention n'est prévue pour 1966), sur les subventions aux Offices agricoles (1,8 M.D en 1967 contre 1,4 M.D en 1966), à l'Office des Pêches (0,3 M.D en 1967), à la SNIT (0,6 M.D).

Au titre des dépenses des Administrations non comptabilisées dans le budget pour les années 1966 et 1967 il est à signaler que l'augmentation prévue provient de l'accroissement des prêts américains (6,1 M.D contre 3,4 M.D en 1966), puisque pour les autres pays, il est prévu une diminution (1,4 M.D contre 2,3 M.D).

II - LA REPARTITION DES INVESTISSEMENTS PAR BRANCHE ECONOMIQUE

Les investissements pour l'agriculture qui seront maintenus en 1966 à peu près au niveau de 1965 (26,4 M.D en 1965, 26,3 MD en 1966) augmenteront sensiblement en 1967 (28,8 M.D). En ce qui concerne l'industrie, les variations prévues seront très importantes puisque le niveau des investissements dans ce domaine qui était de 34,7 M.D passera à 36,1 M.D en 1966 et à 33,2 M.D en 1967. La diminution prévue pour 1967 portera surtout sur les investissements des industries du textile et cuir (2,8 M.D en 1967 au lieu de 5,9 MD en 1966).

Pour les services au contraire, après l'accroissement très important prévu pour 1966 (64,9 M.D contre 51,9 en 1965), il est envisagé pour 1967 une diminution importante (48 M.D). La diminution portera surtout sur le tourisme et l'habitat, et les équipements collectifs.

En terme relatifs, l'agriculture représentera 21 % des investissements en 1966 et 26 % en 1967 contre 20 % en 1965, l'industrie 28 % en 1966 et 30 % en 1967 contre 41 % en 1965 et les services 51 % en 1966 et 44 % en 1967 contre 39 % en 1965.

θ
θ θ

Nous examinerons dans le chapitre qui suit les moyens de financement prévus pour la réalisation de ces investissements.

CHAPITRE III

LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

-===§===-

La formation brute de capital qu'il est prévu de réaliser ne pourra être financée que si des ressources suffisantes sont dégagées. Ces ressources seront de deux sortes : des ressources constituées par l'Epargne des différents agents (Administrations, Entreprises et ménages) et des ressources extérieures constituées par les apports de capitaux en provenance des pays qui aident la Tunisie à poursuivre son effort de développement.

De la sorte, le compte de capital de l'ensemble de la nation se présentera de la façon suivante :

Compte de capital de la nation (en millions de dinars)

Emplois	1965	1966	1967	Ressources	1965	1966	1967
Investissements.....	133,4	127,3	110,0	Epargne Nationale.....	54.2	62,2	66,5
Augmentation stocks.....	6,1	-	10,2	:- Administrations.....	(19,4)	(15,2)	(14,2
				:- Ménages....	(7,5)	(7,5)	(8,8
Augmentation réserves or et devises.	+ 5,2	- 8,1	+ 4,2	:- Entreprises non financières.....	(26,3)	(37,0)	(41,7
				:- Entreprises financières	(1,0)	(2,5)	(2,0

				Ressources extérieures :..	90,5	57,0	57,9
				Aide extérieure brute	(99,1)	(70,9)	(77,1)
				moins remboursements....	(8,6)	(13,9)	(19,2)
				financement à trouver.....	-	-	-
Total..	144,7	119,2	124,4		144,7	119,2	124,4

Ce tableau fait ressortir que l'épargne sera en augmentation de 8 M.D en 1966 et de 4,3 M.D en 1967. Cet accroissement sera le résultat d'une évolution très favorable de l'épargne des entreprises non financières qui sera dûe, tout au moins pour l'année 1966, à l'entrée en production de grandes unités industrielles. Par contre, il est prévu que l'épargne de l'Administration diminue en raison de la très mauvaise campagne agricole, et cela malgré la compression très importante prévue pour les dépenses de fonctionnement. L'épargne des ménages sera maintenue à un niveau à peu près stable.

En ce qui concerne les ressources extérieures, nous constatons une diminution importante de l'aide brute pour 1966, puis une augmentation en 1967, mais sans que le niveau escompté pour cette dernière année rejoigne celui qui a été atteint en 1965. Cette évolution ne fera d'ailleurs que refléter celle des investissements dont le niveau prévu sera de 127,3 M.D en 1966 et de 110 M.D en 1967 contre 138,4 M.D en 1965.

Il est à signaler l'accroissement important des charges de remboursements de la dette extérieure qui diminue d'autant les ressources extérieures nettes disponibles pour les investissements.

Dans ce qui suit, nous analyserons en détail tous ces éléments : la formation de l'épargne par l'examen des comptes des différents agents, et les apports extérieurs par l'examen des différentes opérations de la balance des paiements.

Nous étudierons en outre les mécanismes de financement des investissements par analyse de la politique monétaire et de la

politique du crédit.

Ce chapitre comportera par conséquent trois sections :

- une section portant sur l'épargne ;
- une section portant sur la balance des paiements ;
- une section portant sur la monnaie et le crédit ;

Puis nous conclurons par une quatrième section qui récapitulera l'ensemble de ces données pour en déduire le schéma de financement qu'il est prévu de réaliser en 1966 et en 1967.

Section I - L'EPARGNE

Nous examinerons successivement l'Epargne de l'Administration, celle des entreprises et celle des ménages.

I - L'EPARGNE DE L'AMINISTRATION :

La définition de l'Administration est la même que celle qui a été indiquée dans le rapport d'exécution du plan . Elle comprend l'Etat, les collectivités locales, la sécurité sociale , l'assistance étrangère.

L'Epargne de l'Administration est la différence entre les recettes et les dépenses courantes des différents agents qui la composent. Pour évaluer et pour comprendre le mécanisme de sa formation, il convient par conséquent d'analyser la projection des différentes opérations de ces derniers.

Nous nous attacherons bien entendu à analyser essentiellement les opérations de l'Etat qui sont de loin les plus importantes puis nous dirons quelques mots des opérations des autres agents.

1) Les opérations financières de l'Etat :

1.1. Les ressources de l'Etat :

L'ensemble des ressources nécessaires pour faire face aux dépenses devra s'élever en 1966 à 151,8 M.D et à 152,1 M.D en 1967 contre 142,9 M.D en 1965 et 126,9 M.D en 1964.

L'augmentation très importante réalisée en 1965 résulte en grande partie, des effets de la dévaluation de septembre 1964. Par contre pour 1967 il n'est prévu qu'un très léger accroisseme

des ressources.

Ces ressources se répartiront de la façon suivante (en millions de dinars) :

	1964	1965	1966	1967
Ressources ordinaires.....	91,9	107,2	117,9	123,7
Ressources en capital.....	21,3	24,0	16,6	24,6
Moyens de trésorerie.....	13,7	11,7	17,3	3,8
Total des ressources de l'Etat...	126,9	142,9	151,8	152,1

1.1.1. Les ressources ordinaires :

Les ressources ordinaires, après un accroissement très important en 1965 (dûe dans une large mesure à la dévaluation) augmentent de 10 % environ en 1966 par rapport à 1965 et seulement de 5 % en 1967.

1.1.2. Les ressources en capital :

Les ressources en capital du titre II de l'Etat prévues pour 1966 et 1967 devront s'élever respectivement à 16,6 M.D et à 24,6 M.D contre 24,0 M.D en 1965 et 21,3 M.D en 1964.

On constate au titre de ces ressources la disparition presque totale des dons et l'augmentation très sensible en 1966 des prêts en provenance de l'extérieur. Ceux-ci qui se sont élevés respectivement à 19,3 M.D et 20,1 M.D en 1964 et 1965 atteindront 16,2 MD en 1966 et 24,4 M.D en 1967. Les prévisions ont été établies, pour leur très majeure partie, sur la base d'accords déjà conclus. Nous n'avons prévu en effet qu'une utilisation de 0,5 M.D en 1966 pour des accords nouveaux et de 2,0 M.D en 1967. Ces deux chiffres comprennent un don de l'Arabie Séoudite de 500 000 D en 1966 et en 1967 et une utilisation de 1,5 M.D en 1967 du deuxième prêt I.D.A. pour les établissements du second degré. Il est à signaler également que pour les fonds céréaliers nous avons fait l'hypothèse d'une utilisation budgétaire de 2,2 M.D en 1967 sur des programmes à formuler.

1.1.3. Les moyens de trésorerie :

En ce qui concerne les moyens de trésorerie, nous avons estimé qu'ils devront totaliser 17,3 M.D en 1966 et 3,8 M.D en 1967 contre 11,7 M.D en 1965 et 13,7 M.D en 1964. Nous avons supposé que

ces ressources devront provenir à raison de 4 M.D en 1966 et en 1967 de l'évolution du solde positif des différents comptes du trésor autres que ceux qui intéressent les opérations budgétaires, les fonds spéciaux et les fonds de recettes affectées. Il est à signaler que le solde positif de ces différents comptes a atteint 8,9 M.D en 1964 et 8,0 M.D en 1965. Il s'agit donc là d'une hypothèse d'évolution pessimiste.

Le deuxième poste important relatif aux moyens de trésorerie concerne le recours à l'Institut d'Emission. En 1966 ce recours s'élèvera à 10,3 M.D et en 1967 il est prévu un remboursement net de 0,6 M.D .

1.2. Les dépenses de l'Etat :

L'ensemble des dépenses prévues devra s'élever à 151,8 MD en 1966 et à 152,1 M.D en 1967 contre 142,9 M.D en 1965 et 126,9 MD en 1964. Ces dépenses se répartissent de la façon suivante (en millions de dinars) :

	1964	1965	1966	1967
Dépenses courantes.....	76,4	87,7	101,9	109,1
Dépenses en capital.....	50,5	55,2	49,9	43,0
dont : Titre II.....	(45,7)	(45,3)	(43,3)	(40,4)
Avances Trésor.....	(3,1)	(6,4)	(4,0)	(40,4)
Autres (fonds spéciaux de trésor)....	(1,7)	(3,5)	(2,6)	(2,6)
Total.....	126,9	142,9	151,8	152,1

Ce tableau fait apparaître un accroissement assez sensible des dépenses courantes en 1965 et en 1966 puis un ralentissement prévu pour 1967, et une diminution des dépenses en capital de l'Etat à partir de 1965.

1.2.1. Les dépenses courantes de l'Etat :

Les dépenses courantes de l'Etat prévues pour 1966 ne sont pas autre chose que celles qui sont prévues dans le budget en cours d'exécution. Quant à celles de 1967, elles ont fait l'objet de prévisions détaillées en fonction de l'évolution des besoins réels en matière de scolarisation, de santé publique, et de jeunesse. Pour les autres départements l'objectif sera de bloquer toutes les dépen

sauf celles qui sont relatives à l'évolution normale des salaires. En ce qui concerne la dette, nous avons tenu compte des échéances exactes des prêts dajà contractés et nous avons fait des hypothèses de calcul sur les prêts à contracter encore au cours de l'année 1966 et en 1967.

1.2.2. Les dépenses en capital de l'Etat :

Le tableau ci-dessus fait apparaître une diminution des dépenses en capital de l'Etat à partir de 1966 qui sera la conséquence de la politique de stabilisation mise en oeuvre en 1965 et poursuivie en 1966. Il est d'ailleurs prévu la reconduction du plan de stabilisation pour 1967 avec eventuellement certains aménagements des plafonds de crédits qui se sont avérés trop sévères, comme nous le verrons lors de l'analyse des opérations monétaires. Dans le cadre de cette politique de stabilisation, nous avons estimé, comme nous l'avons déjà vu dans le chapitre consacré aux investissements, que les ouvertures de crédits sur le titre II ne devraient pas dépasser 35 M.D en 1967 contre 45 M.D en 1966 et en 1965. Cette diminution des ouvertures de crédits aura des répercussions sensibles sur le plan des paiements après l'année 1967. Néanmoins la stabilisation des crédits depuis 1965 au niveau de 45 M.D se traduira déjà en 1966 par une légère diminution des paiements, comme le montre le tableau ci-dessus.

θ
θ θ

Ainsi les opérations courantes de l'Etat laissent dégager une épargne qui par rapport à 1965, est en nette diminution (12,9 MD en 1966 et 18,9 M.D en 1967 contre 23,2 M.D en 1965). Cette diminution s'explique, comme nous l'avons vu, par la faible augmentation des ressources ordinaires en 1967, alors que les dépenses ordinaires subissent une augmentation très importante bien qu'à un rythme beaucoup moins accéléré qu'en 1965 et en 1966.

θ
θ θ

2) Les opérations des autres agents :

Pour les autres agents de l'Administration, nous avons su posé que leurs dépenses et leurs recettes vont évoluer de telle sor que leur épargne se maintiendra à peu près stable. C'est ainsi que pour l'assistance étrangère nous avons maintenu leur épargne à - 6,9 M.D pour 1966 et 1967, pour la Sécurité Sociales à 1,6 M.D pour les deux années et pour les collectivités locales à 600 000 D.

En ce qui concerne l'ensemble du compte de capital de l'Administration, nous l'analyserons dans la section IV de ce chapitre relative aux comptes de capital des différents agents.

II - L'EPARGNE DES ENTREPRISES

Il est prévu que l'épargne des entreprises s'élève au total à 38,5 M.D en 1966 et à 43,7 M.D en 1967 contre 27,3 M.D en 1965. Cette épargne se répartira entre entreprises financières et entreprises non financières de la façon suivantes :

Epargne des entreprises
(en millions de dinars)

	1965	1966	1967
Epargne des entreprises financières.....	1,0	1,5	2,0
Epargne des entreprises non financières..	26,3	37,0	41,7
Total Epargne Entreprises.....	27,3	38,5	43,7

En ce qui concerne les entreprises financières leur épargne a été déterminée à partir de l'augmentation de leurs fonds propres diminuée des nouvelles participations au capital de ces entreprises en provenance d'autres agents. Nous verrons dans la section III de ce chapitre comment a été estimée l'augmentation des fonds propres. Quant aux nouvelles participations au capital de ces entreprises, nous avons fait l'hypothèse qu'il n'y en aurait pas en 196 et en 1967.

En ce qui concerne les entreprises non financières leur épargne dont il est prévu qu'elle augmente dans de fortes proportions en 1966 et en 1967 a été établie de la façon suivante :

- en ce qui concerne l'autofinancement direct des projets en cours et nouveaux, à partir de l'exploitation des questionnaires sur les investissements dont l'un des tableaux porte justement sur le financement prévu :

- en ce qui concerne les remboursements de prêts contractés antérieurement au 1er Août 1966, en supposant qu'ils sont inclus dans les comptes prévisionnels établis par les dites entreprises.

Compte tenu de ces indications, l'augmentation de l'épargne des entreprises sera de 11,2 M.D en 1966 et de 5,2 M.D en 1967. L'accroissement prévu pour 1966 s'explique par l'entrée en production d'un certain nombre d'entreprises industrielles importantes. Pour 1967 au contraire, l'évolution de l'épargne n'est déterminée qu'en fonction des unités existantes puisqu'aussi bien on ne prévoit pas de réalisation d'entreprises de l'importance d'El Fouladh par exemple.

La décomposition de l'autofinancement par secteur a été indiquée dans le chapitre relatif aux investissements. Nous n'y reviendrons donc pas ici.

III - L'EPARGNE DES MENAGES

L'épargne des ménages a été estimé à partir de leur compte de capital comme "résidu". C'est-à-dire que nous avons estimé d'une part directement les dépenses qui comprennent les investissements et l'augmentation des dépôts et liquidités. Celle-ci en particulier a été obtenue à partir de l'analyse de la monnaie et du crédit. D'autre part nous avons estimé les ressources en capital qui proviennent des autres agents.

L'épargne ainsi calculée sera de 7,5 M.D en 1966 et de 8,6 M.D en 1967 contre 7,5 M.D en 1965.

Section II - LA BALANCE DES PAIEMENTS

D'une manière générale, les hypothèses qui sont à la base de la projection de la balance des paiements pour les années 1966

et 1967 sont les suivantes :

- *Exportations* : Nous avons effectué les projections en tenant compte de l'évolution de la production et des besoins estimés de la consommation de chacun des principaux produits d'exportation (aussi bien de la consommation intérmédiaire que de la consommation finale). Nous avons ainsi dû procéder à l'établissement du tableau "Ressources-Emplois" pour ces produits. Bien entendu, nous avons également tenu compte des possibilités d'écoulement sur le marché extérieur. En ce qui concerne les prix, nous n'avons fait aucunes hypothèse sur leur évolution pour 1967 ; nous nous sommes simplement contentés d'évaluer les exportations en 1967 à l'aide des prix de 1966 tels qu'ils sont connus au moment de l'élaboration de ce travail.

- *Importations* : d'une manière générale pour les prévisions d'importation de 1966 nous avons tenu compte des résultats des neuf premiers mois de l'année. Pour cette même année et pour 1967 nous avons également fait les hypothèses suivantes :

. Pour les biens d'équipement, nous avons supposé qu'ils évolueront parallèlement aux investissements. L'enquête que nous avons effectuée sur les investissements a d'ailleurs permis d'estimer directement les biens d'équipement à importer.

. Pour les matières premières et demi-produits, nous avons prévu un ralentissement du rythme d'accroissement en raison de l'entrée en production de certaines grandes unités industrielles (notamment El Fouladh).

. Pour les biens de consommation, nous prévoyons une diminution progressive des importations en raison de la substitution de produits nationaux aux produits jusqu'ici importés (textile, produits électro-ménagers...).

. Pour l'énergie nous prévoyons une importation correspondant à la capacité de raffinage de la S.T.I.R.

. Pour les céréales, les prévisions ont été faites en liaison avec l'évolution attendue de l'aide américaine dans le cadre de la P.L. 480 ;

. enfin, pour les autres biens alimentaires, nous prévoyons une stabilisation des importations.

- *Services* : comme pour les importations, les services dépendent en général des autres données de l'économie et constituent par conséquent une variable "endogène". C'est ainsi que les recettes touristiques dépendent de l'évolution de la capacité d'hébergement, que les recettes du pipe-line dépendent de la quantité de pétrole à transporter, que les intérêts dépendent du niveau d'endettement, que les recettes et dépenses en matière de transport dépendent surtout du niveau des importations en ce qui concerne le transport maritime, et du trafic voyageurs en ce qui concerne le transport aérien. Il a été tenu compte de toutes ces données pour l'établissement des projections dans ce domaine.

- *Remboursements de la dette* : pour les prêts déjà conclus avant le 1er Août 1966, les charges de remboursement sont connues de façon précise. Pour les prêts à conclure après cette date nous avons supposé qu'il n'y aura pas de charges d'amortissement avant 1971 en ce qui concerne les prêts publics et que le délai moyen d'amortissement sera de 7 ans en ce qui concerne les prêts privés.

- *Crédits publics* : en ce qui concerne les crédits publics nous avons supposé que seuls pratiquement les prêts déjà conclus au 1er Août 1966 donneront lieu à une utilisation effective au cours des années 1966 et 1967. Le montant de l'utilisation pour chaque année a été estimé à partir des questionnaires complétés par les utilisateurs et également, pour ce qui est des prêts américains, à partir des estimations effectuées par la Mission Américaine à Tunis. Pour les prêts non encore conclus, nous n'avons prévu pour l'année 1967 qu'une utilisation de 5,7 M.D pour les prêts américains et de 0,3 M.D pour les prêts des autres pays. En outre, il a été prévu qu'un autre crédit stand-by du F.M.I. sera conclu en octobre 1966 d'un montant de 9,5 Millions de dollars dont seulement une partie sera utilisée au cours de la même année.

- *Crédits privés* : en ce qui concerne les crédits privés, des informations précises ont pu être obtenues pour les crédits financiers dont bénéficiera la S.I.T.E.P. Pour les autres compagnies de recherche pétrolière, nous avons prévu une chute en 1966 par rapport à 1965, car nous n'avons pas prévu de contrats nouveaux de

recherche (notamment pour la Western Compagnie).

Les crédits fournisseurs nouveaux ont été enfin établis en analysant le financement des investissements des entreprises.

θ
θ θ

Compte tenu de ces différentes hypothèses, les prévisions de la balance des paiements ont été établies avec le maximum de vraissemblance pour les années 1966 et 1967.

Nous analyserons successivement l'évolution prévue des exportations, des importations, de la balance des services et des opérations en capital.

θ
θ θ

I - LES EXPORTATIONS :

Il est prévu que le total des exportations s'élève à 70,0 M.D en 1966 et à 83,4 M.D en 1967 contre 62,9 en 1965. Cette évolution sera le résultat :

- d'un accroissement très important des exportations de blé dur en 1966 (dont la plus grande partie est déjà réalisée au cours des six premiers mois de l'année), mais d'une supression totale de ce poste au titre des exportations en 1967 par suite de la mauvaise campagne attendue.
- d'un accroissement également sensible de l'ordre de 10 % des exportations d'agrume en 1967. Ces prévisions ont été établies à partir des chiffres de production attendus tels qu'ils ont été estimés par les services techniques de l'agriculture.
- d'une diminution des exportations d'huile d'olive en 1966 et 1967 (35 000 tonnes prévues pour ces deux années contre 46 000 tonnes réalisées en 1965).
- d'une hypothèse d'exportation de 1 million d'hectolitres de vin en 1967.
- d'une augmentation des exportations de conserves de légumes et d'une stabilisation des exportations de conserves de poissons.

- d'une augmentation appréciable des exportations de phosphates : 2 260 000 tonnes en 1965, 2 400 000 tonnes en 1966 et 2 940 000 tonnes en 1967. Ces prévisions ont été établies en accord avec l'Office des Mines qui a tenu compte de l'évolution de la demande extérieure et intérieure dans ce domaine.

- d'une augmentation de 10 % des exportations de minerai de fer en 1966 et 1967.

- d'une diminution sensible des exportations de plomb métal en 1966 et en 1967 par rapport à 1965.

- d'une diminution des exportations de superphosphate en 1966 mais d'une reprise sensible en 1967.

- d'une hypothèse enfin d'exportation de 700 000 mètres cubes de pétrole brut en 1966 et de 2 millions de mètres cubes en 1967, en provenance du gisement d'El Borma. A signaler qu'il n'a été fait aucune hypothèse d'exportations éventuelles à partir du nouveau gisement de Kasserine.

II - LES IMPORTATIONS

Il est prévu que les importations C.A.F. seraient en 1966 à un niveau légèrement inférieur à celui atteint en 1965, (soit 127,8 MD en 1966 contre 129 M.D) mais qu'elles accusent un accroissement de 5,6 % en 1967 par rapport à 1966. Les biens d'équipements subiront une chute très sensible en 1966 et en 1967 (35 M.D et 32,6 MD contre 40,6 M.D en 1965) dûe à la diminution prévue des investissements.

En ce qui concerne les matières premières et demi-produits il est prévu une forte augmentation en 1966 (50 M.D contre 42,6 en 1965), puis une diminution assez sensible du rythme d'accroissement puisqu'en 1967 le montant prévu se situerait aux environ de 56 M.D. Cette chute du rythme de croissance s'explique par l'entrée en production d'un certain nombre d'unités industrielles telles que El Fouladh, ou la Fonderie de Sidi Fathallah par exemple.

Pour l'énergie, le niveau des importations prévues correspond à la capacité de raffinage de la S.T.I.R. et à nos besoins en lubrifiants.

Pour les biens de consommation, le niveau prévu est en

net diminution en 1966 et 1967 (21 M.D en 1966 et 20 M.D en 196 ; co
tre 22 M.D en 1965). Cette diminution attendue pour ces 2 années
s'explique par la substitution de produits nationaux aux produits
jusqu'ici importés.

Quant aux céréales, nous prévoyons une diminution très sensible des importations pour 1966 en raison des livraisons attendues dans le cadre de la P.L. 480, puis dans le cadre de cette même loi une reprise en 1967 en raison de la sécheresse qui caractérise la campagne actuelle.

Enfin, nous avons augmenté très légèrement les importati des autres biens d'alimentation, aussi bien pour l'année 1966 que pour l'année 1967, par rapport au niveau de 1965.

III - LES SERVICES

En ce qui concerne les services, on s'attend à une nette diminution de notre déficit puisqu'il est prévu que celui-ci passe de 20,4 M.D en 1965 à 12,1 M.D en 1966 et à 7,3 M.D en 1967. Cette amélioration de la balance des services sera le résultat d'un certain nombre d'éléments positifs dont les principaux sont les suivants :

- augmentation très importante de nos recette touristiqu qui doivent passer de 9,2 M.D en 1965 à 15 M.D en 1966 et à 22 M.D en 1967. Les hypothèses qui sont à la base de ces estimations ont été explicitées dans le chapitre I à propos de l'analyse de l'évolution du secteur des services en Tunisie.

- diminution sensible en 1966 du solde négatif du poste "autres services et transferts" qui passe de -19,7 M.D en 1965 à -15,0 M.D en 1966. Cette évolution est la conséquence de la baisse des investissements industriels en Tunisie en 1966, lesquels ont été à l'origine de l'augmentation extrêmement importante enregist en matière d'importations de services en 1965. Il est prévu cependant une légère détérioration de ce poste pour 1967 (-17 M.D).

A côté de ces éléments positifs, il est prévu une détérioration assez sensible de certains postes et notamment des intérêts de la dette extérieure dont le montant évolue parallélement à celle-ci. C'est ainsi que dans ce domaine il est prévu que les

charges seront de 6,3 M.D en 1966 et de 7,5 M.D en 1967 contre 4,4 M.D en 1965. De même les redevances de la TRAPSA qui ont atteint un peu plus de 5 M.D en 1965 et en 1966 ne seront plus que de 4,8 MD en 1967 en raison de la diminution des quantités de pétrole qu'il est prévu de transporter à travers la Tunisie au cours de l'année 1967. Enfin, le déficit du poste "transport et assurance" sera à peu près maintenu en 1966 à son niveau en 1965, mais accusera une légère détérioration en 1967 (-13,2 M.D contre environ -12,3 M.D en 1966 et 12,9 en 1965).

Les autres postes de la balance des services, et notamment le solde positif des recettes et dépenses gouvernementales, seront caractérisés par une stabilisation. A signaler cependant l'apparition d'un nouveau poste : celui du bénéfice du partenaire italien dans l'exploitation du gisement de pétrole d'El Borma. Le bénéfice dont il est prévu le transfert sera d'environ 0,3 M.D en 1966 et de 1 million de dinars en 1967.

θ
θ θ

Ainsi au total le solde des opérations courantes, c'est-à-dire des opérations portant sur les marchandises et les services, qui s'est élevé à -85,2 M.D en 1965 doit passer à -65,1 M.D en 1966 et à -53,7 M.D en 1967. Cette évolution sera le résultat d'une augmentation très nette des exportations aussi bien pour 1966 que pour 1967, d'une certaine stabilisation des importations, enfin d'une amélioration très sensible de la balance des services.

A ce solde viendront s'ajouter les charges au titre de l'amortissement de la dette extérieure, et le total devra être financé par l'aide extérieure, soit sous forme de crédits publics soit sous forme de crédits privés, l'ensemble de ces opérations constituant ce qu'on appelle les opérations en capital.

IV - LES OPERATIONS EN CAPITAL :

Nous examinerons successivement l'évolution des charges d'amortissement de la dette extérieure, celle des crédits publics dont nous avons bénéficié et celle des crédits privés.

1) L'évolution des charges d'amortissement de la dette extérieure :

Ces charges qui se sont élevées à 8,6 M.D en 1965 devron passer à 13,9 M.D en 1966 et à 19,2 M.D en 1067.

En ce qui concerne les charges totales (intérêts + amortissements) des prêts publics contractés avant le 1er Août 1966, la progression sera relativement modérée puisque le montant des charges qui s'est élevé à 5,6 M.D en 1965 sera de 6,7 M.D en 1966 et de 8,8 M.D en 1967. Par contre en ce qui concerne les prêts privés, le montant des charges qui était de 7,4 M.D en 1965 sera d'environ 13,6 M.D en 1966, soit à peu près le double, et de 12,7 M.D en 196 En ce qui concerne les remboursements au F.M.I. il est prévu 0,1 M pour 1966 et 3,4 M.D pour 196

Il est à signaler en outre que pour 1967, il a été prévu d'autres charges pour les prêts éventuels à contracter au cours des cinq derniers mois de 1966 et au cours de l'année 1967 : 0,1 M pour les prêts publics et 1,5 M.D pour les prêts privés. Les hypothèses de calcul de ces charges ont été indiquées ci-dessus. Nous examinerons ci-après comment a été déterminé le montant de ces prêts nouveaux. De toutes façon il est à remarquer que la répercussion de ces derniers, du point de vue des charges, sur la balance des paiements de 1966, est nulle.

2) L'évolution des crédits publics :

Ces crédits se sont élevés à 62,0 M.D en 1965 et vont subir une chute importante en 1966 (46,8 M.D) pour reprendre en 196 (55,8 M.D).

Cette évolution est mise en relief dans le tableau ci-après :

Evolution des crédits publics
(en millions de dinars)

	1965	1966	1967
Crédits en provenance des Etats-Unis.....	25,1	20,5	28,1
Pays de l'Est.....	1,9	3,8	2,5
Autres pays et organismes internationaux..	34,6	22,5	25,2
Erreurs et omissions.....	0,4		
Total...	62,0	46,8	55,8

La chute des crédits américains en 1966 s'explique par le niveau très bas des dons en 1966,, surtout en raison de la diminution des fournitures au titre de la lutte contre le sous développement et au titre de la nutrition de l'enfance, par une diminution de l'utilisation des prêts non affectés, et par une diminution de la PL 480. Pour 1967 par contre on enregistre une hausse pour tous les postes.

En ce qui concerne les crédits en provenance des pays de l'Est, les utilisations prévues sur la base des accords déjà conclus au 1er Août 1966 s'élèvent respectivement à 3,8 M.D en 1966 et 2,5 MD en 1967. Nous n'avons pas prévu d'utilisation pour les prêts éventuels nouveaux à contracter d'ici la fin 1967.

Enfin en ce qui concerne les autres pays et organismes internationaux, nous constatons une chute en 1966 (22,5 M.D contre 34,6 en 1965) puis une faible reprise en 1967 (25,2 M.D).

La chute en 1966 et en 1967 par rapport à 1965 s'explique surtout par la baisse très brusque des prêts non affectés qui ont pu être contractés pour des raisons conjoncturelles en 1965 mais dont il n'est pas prévu le renouvellement. Il s'agit surtout d'un prêt de 1,5 M.D de la Lybie, d'environ 6 M.D du F.M.I., de 2 M.D de l'Allemagne Fédérale, de 6,3 M.D de l'E.N.I. et d'un don italien de 1,6 M.D. Pour 1966 et 1967 il n'est prévu au titre de ce poste que des prêts F.M.I. dont les montants respectifs seront de 2,9 M.D et de 3,7 M.D. Pour les dons en provenance d'autres pays que les U.S.A. il est prévu une stabilisation à 6 M.D en 1966 et 1967 contre 7,2 M.D en 1965.

Par contre pour les prêts liés aux projets l'évolution attendue est beaucoup plus favorable : 8,9 M.D en 1965, 15 M.D en 1966 et 14,9 M.D en 1967. Nous avons distingué pour cette catégorie de prêts trois rubriques :

- les prêts déjà conclus au 1er Août 1966 ;
- les prêts en cours de négociation ;
- les prêts nouveaux.

En ce qui concerne la première catégorie, l'évolution sera la suivante :

1965 : ..... 8,9 M.D

1966 : ..... 12,2 M.D

1967 : ..... 7,6 M.D

Pour la deuxième catégorie, l'évolution attendue est indiquée ci-après :

1966 : ..... 0,8 M.D

1967 : ..... 7,3 M.D

Enfin pour la dernière catégorie nous n'avons prévu qu'une utilisation de 300 000 D en 1967 en provenance de la Hollande.

3) *L'évolution des crédits privés* :

Pour les crédits privés, nous prévoyons une baisse très sensible en 1966 et en 1967 (24,1 M.D en 1966 et 21,3 M.D contre 37,1 M.D en 1965) en raison d'une part de notre objectif d'alléger les charges de la dette pour les années ultérieures par la diminution du rythme d'accroissement des investissements, d'autre part de l'accroissement attendu des crédits publics pour 1967.

Ces ressources se répartissent de la façon suivante :

Crédits privés
(en millions de dinars)

	1965	1966	1967
Total des crédits fournisseurs.....	21,6	11,3	9,0
Investissements privés.....	16,3	10,7	12,3
Crédit bancaire en devises à court terme.	- 0,8	2,1	
Total.....	37,1	24,1	21,3

θ
θ θ

Ainsi, en ce qui concerne l'aide étrangère, les prévisions ont été faites de manière aussi précise que possible puisque pour ce qui est de l'aide publique nous avons tenu compte du pipeline au 1er Août 1966 et que pour les prêts nouveaux nous n'avons retenu que les hypothèses qui paraissent les plus vraissemblables. Pour les investissements privés directs, nous n'avons retenu également que les hypothèses minimales. Les crédits fournisseurs nou-

veaux quant à eux ont été établis compte tenu des besoins des investissements arrêtés par ailleurs, et compte tenu également de notre objectif d'alléger au maximum les charges de la dette extérieure pour les années ultérieures.

Section III - LA MONNAIE ET LE CREDIT

Nous avons analysé dans le rapport d'exécution du plan comment l'intervention du secteur bancaire en 1965 a permis de satisfaire les besoins de financement de certains agents en canalisant et en orientant les capacités de financement de certains autres agents.

Nous examinerons dans ce qui suit comment il est envisager d'utiliser ces possibilités bancaires pour le financement des investissements prévus pour 1966 et 1967.

Cette analyse permettra :

- d'avoir une idée précise sur les possibilités de financement des investissements de l'Etat par recours au système monétaire ;

- d'évaluer, de manière assez globale, le montant des crédits qui seront disponibles pour les investissements des entreprises et des ménages ;

- de vérifier que les hypothèses qui sont à la base de la projection de la balance des paiements sont compatibles avec une évolution raisonnable des réserves en or et en devises ;

- d'assurer enfin la cohérence sur le plan financier des différentes projections de manière à ce que l'équilibre des Comptes de capital des différents agents soit réalisé.

I - LA CONTREPARTIE DES RESSOURCES BANCAIRES

Nous avons commencé par projeter la Contrepartie des ressources bancaires, c'est-à-dire les créances sur le secteur extérieur les créances sur le secteur public et les créances sur le secteur privé.

1) Les créances sur le secteur extérieur.

Lors de l'analyse de la balance des Paiements, nous avons vu que les réserves en or et en devises doivent diminuer de 8,1 MD en 1966 et augmenter de 4,2 MD en 1967.

2) Les prévisions d'évolution des créances sur le secteur public.

Le tableau suivant montre que l'accroissement prévu des créances sur le secteur public sera de 15,0 M.D en 1966 et de 2,5 M.D en 1967 se décomposant comme suit :

Créances sur le secteur Public

	31/12/64	31/12/65	31/12/66	31/12/67
Créances de la BCT...	39,1	43,4	56,0	56,8
Créances des Banques.	25,4	26,7	26,9	26,9
Compte courant postal	11,7	15,6	16,9	18,0
Caisse Nationale d'épargne	4,7	5,4	6,3	6,9
Total..	80,9	91,1	106,1	108,6

Signalons tout d'abord qu'en ce qui concerne les créances de la BCT les chiffres ci-dessus ne sont pas comparables aux chiffres indiqués habituellement car nous avons préféré inclure dans ce poste le compte courant postal auprès de la BCT qui, de par sa nature, ne représente pas autre chose qu'une avance de l'Institut d'Emission à l'Etat. Nous avons en conséquence diminué d'autant les chiffres du compte courant du tableau ci-dessus.

Sous le bénéfice de cette observation, il ressort de ce tableau que les créances de la BCT doivent s'accroître de 12,6 MD en 1966 et de 0,8 MD en 1967. Ces prévisions ont été établies en tenant compte des hypothèses suivantes :

- Tout d'abord nous avons supposé que les avances accordées par la BCT au gouvernement et qui entrent dans le calcul du plafond imposé par le plan de stabilisation ne doivent pas dépasser fin 1966 49,8 M.D et fin 1967 46,8 M.D. Mais parmi les éléments qui entrent en ligne de compte dans le plafond, il en est dont le remboursement est prévu dans le budget. Dans ce cas le Trésor pour compenser ces remboursements par de nouveaux recours à la B.C.T.

d'un montant équivalent aux remboursements (même s'il s'agit d'ailleurs de remboursements de prêts extérieurs pour lesquels la B.C.T. n'a été qu'un intermédiaire). Par conséquent le recours du Trésor à l'institut d'Emission sera de deux sortes :

. Utilisation complète du plafond (7,8 M.D en 1966)

. Remplacement des prêts remboursés par le budget (2,3 MD en 1966 et 2,4 M.D en 1967, plus relèvement du plafond de 3 M.D en 1967).

Dans la détermination du volume de crédits au trésor il faudra donc tenir compte de cette possibilité de remplacer les remboursements par des crédits nouveaux.

- Ensuite, nous avons recensé les crédits dont a bénéficier le Trésor mais qui sont "hors plafond", et nous avons procédé à des prévisions d'utilisation de ces crédits pour les années 1966 et 1967. Ces utilisations viendront évidemment s'ajouter aux possibilités de crédits dont pourra bénéficier le Trésor dans le cadre du plafond, elles sont respectivement de 5,8 et 2,5 M.D. Il est à signaler à ce propos que les crédits "hors plafond" sont soit d'origine intérieure soit d'origine extérieure. Pour ces derniers le F.M.I. admet que le Trésor en contracte de nouveaux, mais pour les crédits nouveaux d'origine intérieure, ils devront être tous compris dans le cadre du plafond. De sorte que seuls les crédits d'origine extérieure se traduiront par des ressources "hors plafond" pour le Trésor, les crédits d'origine intérieure ne se traduisant que par des remboursements.

En ce qui concerne maintenant les créances des banques commerciales sur le Trésor, le plafond imposé par le plan de stabilisation est de 25,8 M.D et nous supposons que ce plafond ne sera pas révisé en 1966 et en 1967. En outre, nous ne pouvons faire l'hypothèse ici de compenser les remboursements au titre des bons du Trésor et des bons d'équipement par de nouvelles émissions, car ces remboursements ne sont pas comptabilisés dans le budget mais sont inclus dans les opérations de trésorerie.

Quant à l'accroissement des créances du C.C.P. sur le secteur public qui reflète l'augmentation des dépôts des particuliers, il a été déterminé par extrapolation des tendances observées

dans le passé.

En ce qui concerne la Caisse Nationale d'Epargne, nous avons supposé que l'accroissement des dépôts serait de 600 000 D en 1966 et 600 000 D en 1967.

3) Les prévisions d'évolution des créances sur le secteur privé

La dernière utilisation possible des ressources bancaires est l'augmentation des créances sur le secteur privé. Cette augmentation a été déterminée à partir de l'analyse de l'évolution des différentes ressources qui l'alimentent :

Origine de l'augmentation des créances sur le secteur privé (en millions de dinars)

	31/12/64	31/12/65	31/12/66	31/12/67
Réescompte auprès de la B.C.T.	17,7	20,1	23,6	27,0
Fonds propres et dépôts.....	102,4	108,4	126,0	131,8
Ressources spéciales.....	13,5	22,2	29,4	35,3
- Gouvernement Tu.	(6,5)	(8,7)	(10,7)	(12,3)
- Fonds de contrepartie.....	(3,5)	(4,3)	(4,3)	(4,3)
- Aide étrangère.	(3,5)	(9,2)	(12,2)	(15,3)
- Autres.....	-	-	(2,2)	(3,4)
Total	133,7	150,7	179,0	194,1

Ce tableau fait apparaître que l'augmentation prévue se de 28,3 M.D en 1966 et de 15,1 M.D en 1967 contre 19,3 M.D en 196

Ces chiffres sont obtenus à partir de l'analyse de l'évolution du réescompte, des fonds propres et des fonds spéciaux. Ces derniers concernent notamment les dotations du gouvernement tunisien, les fonds de contrepartie et l'aide étrangère.

En ce qui concerne les dotations du gouvernement, il est prévu une utilisation de 3 M.D en 1966 (0,7 M.D provenant du FNAH et 1,3 M.D au profit de la BNA) et 1,6 M.D en 1967 (0,7 M.D du FNAH et 0,9 pour la BNA).

Quant auxfonds de contrepartie, aucune utilisation n'est prévue en 1966 et 1967.

Au titre de l'aide étrangère, les utilisations de prêts étrangers y compris le prêts de la B.I.R.D pour l'agriculture s'élèveront à 3,5 M.D en 1966 et 4,1 M.D en 1967. En tenant compte des remboursements qui seront effectués au cours des deux années et qui sont évalués respectivement à 0,5 M.D en 1966 et 1,0 M.D en 1967, on enregistrera ainsi des augmentations de ces créances de 3,0 M.D en 1966 et 3,1 M.D en 1967.

Les ressources spéciales comprennent en outre un prêt étranger à court terme au profit de la STIR dont le montant prévu en 1966 et 1967 sera respectivement de 2,2 M.D et 1,2 M.D.

En définitive, les créances sur le secteur privé alimentées par les ressources spéciales augmenteront de 7,2 M.D en 1966 et de 5,9 M.D en 1967.

L'évolution des créances sur le secteur privé à partir des fonds propres et du réescompte est déterminée en analysant séparément les crédits à moyen et long terme et les crédits à court terme.

- Crédits à moyen et long terme

En ce qui concerne ces crédits, il y a lieu de les distinguer selon les secteurs bénéficiaires : habitat, agriculture et autres secteurs économiques.

Pour l'ahabitat, les crédits accordés en 1966 sont estimés à 2,0 M.D qui seront alimentés de la façon suivante : 0,3 M.D par utilisation des remboursements et 1,7 M.D provenant pour 0,7MD du FNAH et 1,0 de fonds propres.

En 1967, les crédits accordés seront de 1,2 M.D alimentés à concurrence de 0,3 par utilisation des remboursements, 0,7 MD provenant du FNAH et 0,2 à partir des fonds propres.

Pour l'Agriculture, les augmentations prévues proviennent uniquement des ressources spéciales que nous avons décrites précédemment.

En ce qui concerne les autres secteurs économiques, les crédits à moyen et long terme sont évalués à partir de l'analyse du financement des investissements prévus. Les besoins des investisseurs en matière de crédits à moyen et long terme sont estimés à 11,3 M.D en 1966 et 4,0 M.D en 1967. Ces besoins seront satisfaits

pour l'année 1966 en partie par utilisation des remboursements soit 3,7 M.D et le reste, soit 7,6 M.D représentant l'expansion des crédits, à concurrence de 0,7 M.D du réescompte et 3,0 M.D de fonds propres. En 1967, sur un montant de 4,0 M.D de crédits prévus, 1,1 M.D proviendront de fonds propres des banques et 2,9 M.D par utilisation des remboursements qui dégageront des ressources de l'ordre de 4.1 M.D, de sorte que les créances sur les secteurs économiques provenant des fonds propres se trouveront réduites de 1,2

- Crédits à court terme

Les crédits à court terme en 1966 sont évalués en tenant compte de leur niveau atteint en septembre 1966 et des tendances observées dans le passé. La répartition de ces crédits selon l'origine est faite après déduction des montants provenant des ressources spéciales déterminées de façon autonome et en appliquant pour les autres éléments, c'est-à-dire les fonds propres et le réescompte, la structure observée en 1965.

Les prévisions des crédits à court terme pour l'année 1967 sont basées sur les besoins à prévoir en matière de financement des stocks sont l'augmentation prévue au cours de cette année est de 10,2 M.D ; elles tiennent compte aussi de l'utilisation d'un prêt de 1,2 M.D sur ressources spéciales.

Le tableau suivant récapitule pour les années 1965, 1966 et 1967 les situations des créances en fin d'année selon les secteurs.

Evolution des créances

	31/12/65	31/12/66	31/12/67
Créances sur le secteur extérieur.....	+ 5,1	- 3,0	+ 1,2
Créances sur le secteur public.....	91,1	106,1	108,6
Créances sur le secteur privé.....	150,7	179,0	194,1
Total de la contrepartie des Ressources bancaires.....	246,9	282,1	303,9
Ressources bancaires.....	246,9	282,1	303,9

II - RESSOURCES BANCAIRES :

L'ensemble des ressources bancaires est déterminé globalement à partir de l'évaluation des différentes utilisations. La répartition selon la nature de ces ressources se fait en effectuant des projections directes sur les différentes catégories de ressource à l'exeption de la masse monétaire qui se déduit par différence. C'est ainsi que pour les ressources non monétaires nous avons procédé à des projections poste par poste. Il en est de même pour la quasi-monnaie qui a fait l'objet d'une projection autonome compte tenu de l'évolution constatée au cours des 9 premiers mois de 1966 et compte tenu des informations directes qui sont en notre possession en ce qui concerne les ressources d'origine extérieure. De sorte que les ressources bancaires devront s'établir comme suit :

Evolution des ressources bancaires
(en millions de dinars)

	31/12/64	31/12/65	31/12/66	31/12/67
Ressources monétaires	153,7	173,7	190,4	209,1
Ressources non monétaires.....	36,8	51,7	66,5	75,4
Autres ressources....	21,1	18,7	16,0	14,0
Total ressources banc.	211,6	244,1	272,9	298,5

Ce tableau fait apparaître une augmentation de 14 % de l'ensemble des ressources bancaires en 1966 et de 7,7 % seulement en 1967, contre 15 % en 1965. Ainsi la politique de stabilisation mise en oeuvre au cours de l'année 1965 se traduira par une certaine stabilisation du taux de croissance des ressources bancaires en 1966 et une forte diminution en 1967.

Parmi ces ressources bancaires, ce sont les ressources non monétaires qui doivent accuser la plus forte augmentation (31,1 % en 1966 et 13,7 % en 1967), les ressources monétaires n'augmentant que dans des proportions plus faibles (13 % en 1966 et 6,1 % en 1967).

Et encore l'augmentation des ressources monétaires touchera-t-elle surtout la quasi-monnaie comme le montre le tableau

suivant :

Ressources monétaires
(en millions de dinars)

	31/12/64	31/12/65	31/12/66	31/12/67
Masse monétaire.....	134,4	138,3	150,2	158,0
Quasi-monnaie.....	19,3	35,4	46,1	52,0
Total ressources monétaire.....	153,7	173,7	196,3	210,0

Il apparaît en effet d'après ce tableau que la masse monétaire proprement dite ne s'accroîtra que d'environ 8,6 % en 1966 et de 5 % en 1967 (contre un taux, il est vrai, de 3 % seulement en 1965). Il est prévu au contraire que la quasi-monnaie (appelée encore "épargne liquide") augmente d'environ 30 % en 1966 et de près de 13 % en 1967. Ces prévisions d'épargne liquide ont été établies compte tenu de l'évolution constatée au cours des premiers mois de 1966 en ce qui concerne les dépôts à terme d'origine intérieure et la Caisse Nationale d'Epargne, et à partir des prévisions de tirage auprès du F.M.I. en ce qui concerne les dépôts à terme d'origine extérieure.

Quant aux ressources non monétaires, qui sont constituées de ce qu'on appelle les fonds de tiers - comprenant eux-mêmes les ressources spéciales (d'origine intérieure ou extérieure), certains dépôts de banques étrangères auprès des banques de la place, les fonds de contrepartie et les obligations - et les fonds propres, elles ont été établies conformément aux hypothèses suivantes :

- Ressources spéciales :

. Gouvernement Tunisien : dotation budgétaire à la B.N.A. de 1 M.D. en 1966 et de 0,9 M.D en 1967 et ressources de 0,7 M.D à la S.T.B. en provenance du Fonds National d'Amélioration de l'Habitat pour chaque année.

. Fonds de contrepartie : 1 million de dinars versés en 1967 à la S.T.B.

. Aide étrangère : obtenue à partir des prévisions de balance des paiements.

- Fonds d'origine extérieure auprès de la B.C.T. : il s'agit du prêt de la S.T.I.R.

- Fonds d'origine extérieure auprès de la B.C.T. : extrapolation à partir de la situation au 30/6/66.

- Comptes de coopération économique : prévisions établies à partir de la balance des paiements.

- Fonds propres : extrapolation à partir de la situation au 30/6/66.

Compte tenu de ces hypothèses l'augmentation prévue des ressources non monétaires proviendra pour l'essentiel :

- de l'augmentation des ressources spéciales (+ 5,6 M.D en 1966 et + 4,7 M.D en 1967) s'expliquant elle-même par un accroissement assez modéré des fonds d'origine gouvernementale, et par un accroissement beaucoup plus important de l'aide étrangère ;

- de l'augmentation des fonds d'origine extérieure auprès de la B.C.T. (+ 2,2 M.D en 1966 et + 1,2 M.D en 1967) ;

- de l'augmentation des fonds d'origine extérieure auprès des banques commerciales en 1966 (+ 2,1 M.D). En 1967 il n'est pas prévu d'accroissement pour ce poste.

- de l'augmentation très sensible du compte de coopération économique (+ 2,2 M.D en 1966 et + 1,4 M.D en 1967).

- de l'augmentation des obligations en 1966 de 1,5 M.D

- et de l'augmentation des fonds propres (+ 2,5 M.D en 1966 et + 2,0 M.D en 1967).

Section IV - LE COMPTE DE CAPITAL DES DIFFERENTS AGENTS

Ayant procédé à la projection pour 1966 et 1967 de l'Epargne, ainsi qu'à celle des ressources de financement d'origine extérieure, et ayant analysé l'évolution projetée des opérations monétaires et de crédits c'est-à-dire en quelque sorte le compte courant des banques, nous sommes en mesures maintenant de récapituler l'ensemble de ce travail en vue de confectionner le compte de capital de chacun des agents investisseurs.

Nous analyserons successivement les comptes des quatre agents suivants : les ménages, les administrations, les entreprises

non financières et les entreprises financières.

I - LE COMPTE DE CAPITAL DES MENAGES

L'évolution prévue des différents éléments du compte de capital des ménages est établie comme suit :

Compte de capital des ménages
(en milliards de dinars)

Emplois	1965	1966	1967	Ressources	1965	1966	1967
Investissements	9,3	9,0	6,0	Dommages de guerre de primes à la construction....	0,7	0,6	0,4
Prêts aux Administrations...	0,6	-	-	Prêts bancaires nets.....	0,4	0,7	
Augmentation dépôts et liquidités.....	0,1	2,6	6,1	Remboursements de la dette de l'Etat.....	1,4	2,8	3,1
				Epargne.....	7,5	7,5	8,6
Total...	10,0	11,6	12,1	Total....	10,0	11,6	12,1

Il apparaît ainsi que les ressources du compte de capital des ménages seront constituées principalement par l'épargne. Celle-ci se maintiendra en valeur absolu au même niveau en 1966 et subira un accroissement important en 1967.

II - LE COMPTE DE CAPITAL DES ADMINISTRATIONS

Le compte de capital des Administrations est établi comme suit :

Compte de capital des administrations
(en millions de dinars)

Emplois	1965	1966	1967	Ressources	1965	1966	1967
F.B.C.F.	48,6	48,7	42,3	Ressources extérieure brute...	34,4	29,5	40,3
Subv. d'équipement.....	8,9	10,1	11,6	Apports intérieurs.....	14,6	20,4	4,3
Prêts à l'Office de l'Artisanat.....	0,8			dont : Prêts auprès des ménages.....	(0,6)	-	-
Participations	3,7			. Avance des entreprises.	-	(0,6)	(0,6)
Dommages de guerre.....	0,7	0,2	-	. Dépôts au trésor des entr.	(3,8)	(1,8)	(1,2)
Dépôts Sécurité Sociale auprès des Banques/...	1,4	1,6		. Syst. monétaire.....	(4,2)	(10,3)	(0,6)
Remboursements dette.....	4,3	4,5	4,9	. Mouvt. des soldes du trésor	-	(3,0)	-
				. C/coopérative économique...	(1,4)	(2,3)	(1,4)
				. Bons d'équipe.	-	(0,2)	-
				. Dépôts C.C.P.	(3,4)	(1,3)	(1,1)
				. Dépôts C.N.E.	(0,7)	(0,9)	(0,6)
				Epargne.....	19,4	15,2	14,2
Total.....	68,4	65,1	58,8	Total.....	68,4	65,1	58,8

Soulignons que la diminution prévue de l'épargne pour 1967, malgré la compression envisagée des dépenses de fonctionnement sera la conséquence, comme nous l'avons vu, de l'augmentation très faible des recettes fiscales en 1967 des mauvaises récoltes de la campagne agricole 1960-67.

III - LE COMPTE DE CAPITAL DES ENTREPRISES NON FINANCIERE

Le compte de capital des entreprises non financières a été déterminé comme suit :

Compte de capital des entreprises non financières
(en millions de dinars)

Emplois	1965	1966	1967	Ressources	1965	1966	1967
F.B.C.F.....	75,5	69,6	61,7	Apports extérieurs bruts.....		26,5	27,6
Stocks.....	6,1	-	10,2	moins : remboursements prévus.....		11,1	12,5
Dépôts dans les banques..	6,3	11,5	17,8	d'où : Apports extérieurs nets	37,4	13,4	15,1
Autres apports aux banques..	-	1,5	-	Apports intérieurs.....	28,0	35,6	24,7
Dépôts auprès du Trésor....	3,8	4,8	1,2	dont : Subv. d'équipement et participation de l'Etat.....	(11,3)	(8,8)	(9,6)
Avances au trésor.....	-	0,6	0,6	. Crédits bancaires à C.T	(7,5)	(17,7)	(11,4)
				. Crédits bancaires M.T et LT	(9,2)	(19,9)	(3,7)
				Epargne.....	26,3	37,0	41,7
Total.....	91,7	88,0	81,5	Total.....	91,7	88,0	81,5

Il ressort ainsi de ce tableau que les hypothèses faites en matière d'aide étrangère et en matière monétaire permettront d'équilibrer le compte de capital des entreprises non financières.

Signalons que l'épargne a été testée à partir de l'enquête sur les investissements effectués auprès des entreprises.

IV - LE COMPTE DE CAPITAL DES BANQUES

Le compte de capital des banques sera équilibré comme suit :

Emplois				Ressources			
	1965	1966	1967		1965	1966	1967
Aug. réserves or et devises...	5,2	-	4,2	Ressources extérieures brutes..	21,6	14,9	9,2
Créances secteur public.....	10,2	15,0	2,5	moins Remboursements (F.M.I. autres banques)	-	1,1	4,9
Créances secteur privé.....	17,1	28,3	15,1	Ressources extérieures nettes..	21,6	13,8	4,3
				Réserves or et devises.....	-	8,1	-
				Apports intérieurs			
				- monétaire.....	7,8	15,7	13,9
				- non monétaire.	2,1	3,2	1,6
				Epargne.....	1,0	1,5	2,0
Total.....	32,5	43,3	21,8	Total.....	32,5	43,3	21,8

Nous voyons ainsi que l'intervention des banques, dans le cadre des mesures actuelles d'encadrement du crédit, sera moins importante en 1967 qu'en 1966 en ce qui concerne le secteur public.

TABLEAUX

DES STATISTIQUES

EMPLOIS - RESSOURCES

aux prix constants de 60

	64	65	66	67
P.I.B. coût du marché.....	409,8	437,3	445,2	473,8
Importations.....	122,2	131,0	125,2	134,7
Total.	522,0	568,3	570,4	608,5
Consommation des méanges..	290,7	309,6	298,1	322,5
Consommation publique.....	67,2	72,8	83,0	88,0
F.B.C.F.	96,5	106,0	102,5	88,0
Stocks.....	- 0,3	4,8	-	7,0
Exportations.....	77,3	75,1	86,8	103,0
	532,0	568,3	570,4	608,5

tableau 1.2

RESSOURCES - EMPLOIS

(Prix courants)

en mlns d

	1964	1965	1966	1967
RESSOURCES				
P.I.B. au coût du marché..	435,2	503,8	514,9	547,2
Importations de biens et services.....	135,1	174,1	165,6	176,6
Total...	570,3	677,9	680,5	723,8
EMPLOIS				
Consommation des ménages..	307,4	355,6	342,7	364,2
Consommation publique.....	72,7	84,1	98,3	104,7
F.B.C.F.	105,2	133,4	127,3	110,0
Stocks/.....	+ 0,6	5,1	-	10,2
Exportations.....	84,4	98,7	112,2	134,7
TOTAL...	570,3	677,9	680,5	723,8

PRODUIT INTERIEUR BRUT AUX PRIX CONSTANTS DE 1960

Tableau récapitulatif de toutes les branches

BRANCHE	Valeur en 10^6 Dinars				Indice		
	1964	1965	1966	1967	1965 1964= 100	1966 1965= 100	1 1
riculture.....	82,5	85,2	60,5	66,5	103,3	71,0	1
dustries Agrico- s et Alimentaires	25,7	26,5	25,7	25,0	103,0	97,0	
oduits Pétroliers	3,2	3,0	5,8	9,0	93,7	193,0	1
ectricité.....	3,5	3,8	5,3	3,8	108,0	139,0	1
tres énergies...	3,5	3,6	3,7	3,9	102,4	103,4	1
tériaux de cons- uction céramique verre.....	4,3	4,2	4,4	4,5	98,5	103,0	1
dustries extrac- ves.....	7,0	7,7	8,2	9,1	110,0	106,8	1
dustries mécani- es et électr. ..	1,7	1,8	3,4	5,3	105,9	189,0	1
imie.....	1,1	1,5	1,5	1,7	140,0	100,0	1
xtile, habille- nt cuir.....	7,6	8,5	10,0	10,6	111,5	117,5	1
avaux du bois meublement.....	2,9	3,3	3,5	3,5	113,5	106,0	1
pier industries verses.....	3,4	3,6	4,5	4,6	105,8	123,0	1
timent et travaux blics.....	31,0	33,8	33,0	27,6	109,0	98,0	1
ansport et télé- mmunications....	27,9	31,2	33,5	35,4	112,0	107,3	1
yers.....	15,6	16,9	17,7	19,0	108,2	104,5	1
rvices.....	27,3	34,0	42,0	52,2	124,5	123,2	1
mmerce.....	51,8	53,9	51,7	53,1	104,0	96,0	1
rvices de l'Admi- istration.....	40,7	52,5	63,5	68,7	105,6	125,0	1
rvices des domes- iques.....	2,3	2,3	2,3	2,3	100.	100,0	1
s au coût des ctures.....	352,0	377,3	380,2	407,8	107,8	101,0	1
oits et taxes directs.....	57,8	60,0	65,0	66,0	104,0	108,3	1
s au coût du M.	409,8	437,3	445,2	473,8	107,0	101,5	1

au 1.2

RESSOURCES - EMPLOIS

(Prix courants)

en mlns d

	1964	1965	1966	1967
SOURCES				
P.I.B. au coût du marché..	435,2	503,8	514,9	547,2
Importations de biens et services.....	135,1	174,1	165,6	176,6
Total...	570,3	677,9	680,5	723,8
PLOIS				
Consommation des ménages..	307,4	355,6	342,7	364,2
Consommation publique.....	72,7	84,1	98,3	104,7
F.B.C.F.	105,2	133,4	127,3	110,0
Stocks/.....	+ 0,6	5,1	-	10,2
Exportations.....	84,4	98,7	112,2	134,7
TOTAL...	570,3	677,9	680,5	723,8

PRODUIT INTERIEUR BRUT AUX PRIX CONSTANTS DE 1960

Tableau récapitulatif de toutes les branches

BRANCHE	Valeur en 10^6 Dinars				Indice		
	1964	1965	1966	1967	1965 1964=100	1966 1965=100	1967 1966=100
;iculture.....	82,5	85,2	60,5	66,5	103,3	71,0	110.0
lustries Agrico- ; et Alimentaires	25,7	26,5	25,7	25,0	103,0	97,0	97,3
oduits Pétroliers	3,2	3,0	5,8	9,0	93,7	193,0	155,0
ectricité.....	3,5	3,8	5,3	3,8	108,0	139,0	109,2
tres énergies...	3,5	3,6	3,7	3,9	102,4	103,4	105,5
tériaux de cons- uction céramique verre.....	4,3	4,2	4,4	4,5	98,5	103,0	102,1
lustries extrac- ves.....	7,0	7,7	8,2	9,1	110,0	106,8	110,8
lustries mécani- es et électr. ..	1,7	1,8	3,4	5,3	105,9	189,0	156,0
imie.....	1,1	1,5	1,5	1,7	140,0	100,0	111,0
rtil[illegible], habille- t cuir.....	7,6	8,5	10,0	10,6	111,5	117,5	106,0
avaux du bois meublement.....	2,9	3,3	3,5	3,5	113,5	106,0	100,0
pier industries verses.....	3,4	3,6	4,5	4,6	105,8	123,0	102,0
timent et travaux blics.....	31,0	33,8	33,0	27,6	109,0	98,0	76,5
nsport et télé- mmunications....	27,9	31,2	33,5	35,4	112,0	107,3	105,8
gers.....	15,6	16,9	17,7	19,0	108,2	104,5	106,5
rvices.....	27,3	34,0	42,0	52,2	124,5	123,2	124,0
mmerce.....	51,8	53,9	51,7	53,1	104,0	96,0	102,7
rvices de l'Admi- istration.....	49,7	52,5	63,5	68,7	105,6	125,0	104,8
rvices des domes- iques.....	2,3	2,3	2,3	2,3	100,0	100,0	100,0
au coût des ctures.....	352,0	377,3	380,2	407,8	107,8	101,0	107,0
oits et taxes irects.....	57,8	60,0	65,0	66,0	104,0	108,3	101,5
au coût du M.	409,8	437,3	445,2	473,8	107,0	101,5	106,5

tableau 1.4

PRODUIT INTERIEUR BRUT
AUX PRIX COURANTS
tableau récapitualtif de toutes les branches

valeur en 10^6 D

	P.I.B.				INDICE		
	1964	1965	1966	1967	1965 1964= 100	1966 1965= 100	1 1
Agriculture.....	86,8	98,0	72,2	79,8	112,8	73,5	1
Industries Agricoles et Alimentaires	27,3	28,5	26,9	26,1	104,2	94,5	
Produits Pétroliers	3,2	3,0	5,8	9,0	93,7	193,0	1
Electricité.....	3,6	3,9	5,4	5,9	108,0	138	1
Autres énergies...	3,3	3,5	3,6	3,8	106,0	103,0	1
Mat. de constr. céram. verre.....	4,6	4,6	5,0	5,1	100	108,5	1
Indus. Axtractives	6,9	10,7	11,9	13,2	155,0	111,0	1
Ind. méc. et élec.	1,8	2,0	3,8	5,7	111,0	190,0	1
Chimie.....	1,2	2,4	2,3	2,7	200,0	91,0	1
Textile, habillement cuir.....	9,3	10,8	12,7	13,5	116,0	117,5	1
Travaux du bois ameublement.....	3,3	4,3	4,6	4,6	130,0	107,0	1
Papier industries diverses.....	3,8	4,2	5,3	5,4	110,5	126,2	1
Bâtiments et trav. publics.....	33,4	40,0	39,0	32,5	120,0	97,5	
Transport et télécommunication.....	29,7	37,0	39,[illegible]	42,0	124,0	107,5	1
Loyers.....	15,7	16,9	17,8	19,2	107,8	105,5	1
Services.....	28,2	36,0	44,5	54,5	132,2	121,7	1
Commerce.....	57,0	66,5	62,2	65,4	116,5	93,5	1
Service de l'Adm.	52,9	60,0	75,4	81,0	111,5	125,0	1
Service des domestiques.....	2,3	2,3	2,3	2,3	100	100	1
P.I.B. au coût des facteurs.....	374,3	436,6	440,2	471,7			
Drts et taxes indirects.....	60,9	67,2	74,7	75,5			
PIB au coût du M.	435,2	503,8	514,9	547,2	116,0	102,0	1

bleau 2.1

STRUCTURE DES INVESTISSEMENTS

	1964	1965	1966
en millions de Dinars :			
Equipement.....	38,1	51,3	47,0
Construction.....	63,6	76,4	74,3
Autres (études etc.).....	3,5	5,7	6,0
	105,2	133,4	127,3
en pourcentage :			
Equipement.....	37	39	37
Construction.....	60	57	58
Autres (études, etc).....	3	4	5
	100	100	100

2.4

PRODUIT INTERIEUR BRUT
AUX PRIX COURANTS
tableau récapitualtif de toutes les branches

valeur en 10^6 D.

	P.I.B.				INDICE		
	1964	1965	1966	1967	1965 1964= 100	1966 1965= 100	1967 1966= 100
ulture.....	86,8	98,0	72,2	79,8	112,8	73,5	106,
tries Agrico- t Alimentaires	27,3	28,5	26,9	26,1	104,2	94,5	94
its Pétroliers	3,2	3,0	5,8	9,0	93,7	193,0	155
ricité.....	3,6	3,9	5,4	5,9	108,0	138	109
s énergies...	3,3	3,5	3,6	3,8	106,0	103,0	105
de constr.	4,6	4,6	5,0	5,1	100	108,5	102
. verre.....	6,9	10,7	11,9	13,2	155,0	111,0	111
. Axtractives	1,8	2,0	3,8	5,7	111,0	190,0	150
méc. et élec.	1,2	2,4	2,3	2,7	200,0	91,0	117
e.....							
le, habille- cuir.....	9,3	10,8	12,7	13,5	116,0	117,5	106
ux du bois blement.....	3,3	4,3	4,6	4,6	130,0	107,0	100
r industries rses.....	3,8	4,2	5,3	5,4	110,5	126,2	102
ments et trav. ics.....	33,4	40,0	39,0	32,5	120,0	97,5	76
sport et télé- unication.....	29,7	37,0	39,[illegible]	42,0	124,0	107,5	100
rs.....	15,7	16,9	17,8	19,2	107,8	105,5	108
ices.....	28,2	36,0	44,5	54,5	132,2	121,7	122
erce.....	57,0	66,5	62,2	65,4	116,5	93,5	105
ices de l'Adm.	52,9	60,0	75,4	81,0	111,5	125,0	107
ices des douanes- ies.....	2,3	2,3	2,3	2,3	100	100	100
.B. au coût facteurs.....	374,3	436,6	440,2	471,7			
et taxes in- ects.....	60,9	67,2	74,7	75,5			
au coût du M.	435,2	503,8	514,9	547,2	116,0	102,0	106

eau 2.1

STRUCTURE DES INVESTISSEMENTS

	1964	1965	1966	1967
En millions de Dinars :				
Equipement.....	38,1	51,3	47,0	43,5
Construction.....	63,6	76,4	74,3	61,7
Autres (études etc.).....	3,5	5,7	6,0	4,8
	105,2	133,4	127,3	110,0
En pourcentage :				
Equipement.....	37	39	37	40
Construction.....	60	57	58	56
Autres (études, etc).....	3	4	5	4
	100	100	100	100

tableau 2.2

REPARTITION F.B.C.F. PAR AGENTS

en mlns de D

	1964	1965	1966	1967
en millions de dinars :				
Administrations.....	41,6	48,6	48,7	42,3
Ménages.....	9,0	9,3	9,0	6,0
Entreprises.....	54,5	75 5	69,6	61,7
dont publique et semi-publique	(37,4)	(60,4)	(54,2)	(45,9)
" privées identifiées.....	(13,7)	(14,7)	(15,4)	(15,8)
" privées non-identifiées...	(3,4)	(0,4)	-	-
	105,1	133,4	127,3	110,0
en pourcentage :				
Administrations.....	40	36	38	38
Ménages.....	8	7	7	6
Entreprises.....	52	57	55	56
dont publiques et semi-publi.	(37)	(46)	(43)	(42)
" privées identifiées.....	(12)	(11)	(12)	(14)
" privées non-identifiées.	(3)	(-)	(-)	(-)
	100	100	100	100

Tableau 2.2.1

REPARTITION DES INVESTISSEMENTS DE L'ADMINISTRATION
SELON LA BRANCHE D'ACTIVITE
ANNEE 1966

	Total	Equipement collectifs et formation des cadres	Transports	Agriculture	H
Budget consolidé :					
Titre II, Section I....	36,3	20,0	2,5	12,0	
Fonds de concours.....	1,3	1,3			
Fonds spéciaux.....					
Trésor.....	2,0	1,0		1,0	
Prêts étrangers.....	5,8	0,7	0,9	4,2	
Dons d'équipements.....	1,2	1,2			
Investissement collectivités Locales.....	0,6	0,6			
Semoules L.C.S.D. ..	2,1	0,3		1,8	
- partie consommation[1] ..	- 0,6	- 0,6			
	48,7	24,5	3,4	19,0	

1) La moitié de la valeur des semoules pour les chantiers régionaux
moitié des dépenses en espèces pour ces chantiers.

2.2

REPARTITION F.B.C.F. PAR AGENTS

en mlns de D

	1964	1965	1966	1967
llions de dinars :				
inistrations.....	41,6	48,6	48,7	42,3
nages.....	9,0	9,3	9,0	6,0
reprises.....	54,5	75 5	69,6	61,7
ont publique et semi-publique	(37,4)	(60,4)	(54,2)	(45,9)
" privées identifiées.....	(13,7)	(14,7)	(15,4)	(15,8)
" privées non-identifiées...	(3,4)	(0,4)	-	-
	105,1	133,4	127,3	110,0
urcentage :				
ministrations.....	40	36	38	38
nages.....	8	7	7	6
treprises.....	52	57	55	56
ont publiques et semi-publi.	(37)	(46)	(43)	(42)
" privées identifiées.....	(12)	(11)	(12)	(14)
" privées non-identifiées.	(3)	(-)	(-)	(-)
	100	100	100	100

leau 2.2.1

REPARTITION DES INVESTISSEMENTS DE L'ADMINISTRATION
SELON LA BRANCHE D'ACTIVITE
ANNEE 1966

	Total	Equipement collectifs et formation des cadres	Transports	Agriculture	Habitat
udget consolidé :					
Titre II, Section I....	36,3	20,0	2,5	12,0	1,8
Fonds de concours.....	1,3	1,3			
Fonds spéciaux.....					
Trésor.....	2,0	1,0		1,0	
Prêts étrangers.....	5,8	0,7	0,9	4,2	
Dons d'équipements.....	1,2	1,2			
Investissement collectivités Locales.....	0,6	0,6			
Semoules L.C.S.D	2,1	0,3		1,8	
- partie consommation[1] ..	- 0,6	- 0,6			
	48,7	24,5	3,4	19,0	1,8

1) La moitié de la valeur des semoules pour les chantiers régionaux + la moitié des dépenses en espèces pour ces chantiers.

ableau 2.2.2

REPARTITION DES INVESTISSEMENTS DE L'ADMINISTRATION SELON LA BRANCHE D'ACTIVITE

ANNEE 1967

en Mls de D

	Total	Equipement collectifs et formation des cadres	Transports	Agriculture	Habitat
Budget consolidé :					
Titre II, Section I....	30,1	11,8	2,9	15,0	0,4
Fonds de concours.....	1,3	1,3	-	-	-
Fonds spéciaux.....					
Trésor.....	-	-	-	-	-
Prêts étrangers.....	7,6	1,2	3,3	3,1	-
Dons d'équipement.....	1,2	1,2	-	-	-
Investissements collectivités locales.....	0,6	0,6	-	-	-
Semoules L.C.S.D. (net)..	2,4	0,6	-	1,8	-
Crédits fournisseurs[1] ...	- 0,9	- 0,9			
	42,3	15,8	6,2	19,9	0,4

1) Il s'agit ici d'un crédit dune firme Anglaise pour achat équipement en faveur du S.E. à la Santé Publique.

bleau 2.2.3.

REPARTITION PAR BRANCHE D'ACTIVITE DES PRETS ETRANGERS
NON-COMPTABILISES DANS LE BUDGET
ANNEE 1966

	Total	adm.	Transp.	Agric.	Habitat
			1 000 $		
PRETS AMERICAINS					
A 005-Oued Nebhana.....	4 701			4 701	
A 006-El Aouina.....	1 500		1 500		
A 014-Alimentation en eau	218	218			
A 025-Equipement routier	22		22		
	6 441	218	1 522	4 701	
			1 000 D		
	3 400	110	820	2 470	
PRETS DES PAYS DE L'EST					
U R S S					
Eq. mat. Oued Kassab..	873			873	
Projet lac Ichkoul....	300			300	
Eq. mat. Inst. Nat. Tec.	400	400			
Yougoslavie. mat SSE agri.	540			540	
Bulgarie. Cité Olympique.	200	200			
	2 313	600		1 713	
AUTRES PAYS					
Suède, port Kélibia.....	100		100		
	5 813	710	920	4 183	

tableau 2.2.4.

REPARTITION PAR BRANCHE D'ACTIVITE DES PRETS ETRANGERS NON-COMPTABILISES DANS LE BUDGET

ANNEE 1967

PRETS AMERICAINS	Total	Adm.	Transp.	Agric.	Habita
			1 000 $		
A 005-Oued Nebhana.....;	3 127			3 127	
A 006-El Aouina.....	672		672		
H 014-Alimentation en eau	400	400			
H 016-Equipement Agric...	804			804	
H 025-Equipement routier.	4 600		4 600		
H 015-Université Tunis...	500	500			
H 020-Ecole Chott Maria..	600	600			
Nouveaux projets.....	900		900		
	11 603	1 500	6 172	3 931	
			1 000 D		
	6 100	785	3 240	2 075	
PRETS PAYS DE L'EST					
U R S S					
Eq. mat. Oued Kasseb...	427			427	
Eq. mat. Lac Ichkeul...	200			200	
Eq. mat. Inst. Nat. Tec	200	200			
Eq. mat. Oued Rhezala..	270			270	
Yougosl. mat. SSE Agric..	110			110	
Bulgarie stad. Olympique.	200	200			
	1 407	400		1 007	
AUTRES PAYS					
Suède, Port Kélibia.....	100		100		
	7 607	1 185	3 340	3 082	

Habita

Tableau 2.3

REPARTITION DES INVESTISSEMENTS PAR BRANCHE

(aux prix courants)

en mlns de D

	1964	1965	1966	1967
Agriculture.....	23,3	26,4	26,1	28,8
ENSEMBLE INDUSTRIE ET MINERAIS....	36,0	54,7	36,1	33,2
dont : I.A.A.	1,0	1,3	2,3	2,9
Produits pétroliers.....	5,2	15,5	11,3	12,6
Electricité, autre énergie.	5,7	7,8	6,6	7,4
M.C.C.V.	2,1	0,7	2,2	1,4
Minerais, métaux.....	2,4	4,7	4,3	3,5
Industrie mécaniques, Electriques.....	12,2	14,5	1,4	1,4
Chimie.....	2,3	0,3	0,9	0,9
Textile, cuir.....	3,5	9,7	5,9	2,8
Travaux de bois.....	0	0,1	0,2	0,1
Papier.....	0,1	0,1	1,2	0,2
Bâtiment 1).....	1,5	-	-	-
ENSEMBLE SERVICES.....	42,4	51,9	65,0	48,0
dont : Transport.....	9,4	8,0	16,0	16,5
Loyers (Habitat).....	13,5	14,0	11,8	7,9
Tourisme.....	4,3	6,5	11,8	8,3
Equipement collectif et formation des cadres.....	15,2	22,6	24,5	15,8
Autres services et commerce	-	0,8	1,0	0,5
Total partie identifiée.....	101,7	133,0	127,3	110,0
Total partie non-identifiée.....	3,4	0,4	-	-
	105,1	133,4	127,3	110,0
En pourcentage du Total identifié.				
Agriculture.....	23	20	21	26
Industrie et minerais.....	35	41	48	30
Services.....	42	39	51	44
	100	100	100	100

1) A partir de 1965, les investissements relatifs à la branche Bâtiment sont compris dans les chiffres des investissements réalisés dans les autres Branches.

tableau 2.4.

FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS PAR BRANCHE ANNEE 1966

1 000 D

Désignation de la Branche	Tranches 1966	Ressources intérieures				Ressources ext
		Sub. vents d'équipement	Fonds propres	Crédits bancaires	Prêts publics	Crédits fournisseurs
AGRICULTURE.....	7 124	2 [illegible]	2 362	1 300	930	[illegible]
ENSEMBLE INDUSTRIE ET MINERAIS.....	36 142	3 514	9 802	3 299	3 [illegible]06	[illegible]
- Ind. Agric. et Alim	2 284	-	1 242	876	-	
- Produits Pétroliers	11 300	-	634	-	-	
- Electr. autres énergie.....	6 564	-	2 742	-	3 706	
- Mat. de constr. verre.....	2 198	-	545	-	-	
- Minerai, métaux...	4 283	1 850	1 661	164	-	
- Ind. méc. élect...	1 395		517	51	-	
- Chimie.....	930		871	3	-	
- textile, cuir.....	5 857	1 664	1 164	2 088	200	
- Travaux de bois...	138	-	138	-	-	
- Papier.....	1 193	-	291	117	-	
- Bâtiment.....						
ENSEMBLE SERVICE....	26 347	1 500	7 819	9 047	1 925	
- Transport.....	(12 601)	(1 400)	(4 398)	(1 627)	(1 925)	
- Loyers.....	(1 000)	-	-	(1 000)	-	
- Tourisme.....	(11 754)	-	(2 534)	(6 420)	-	
- Autres services...	(992)	(100)	(887)	-	-	
- Commerce.....	(-)					
Total.....	69 613	7 114	19 983	13 646	6 851	[illegible]
	-		+15 500	-4 000	← -11 500	
	601	5 782	34 933	10 640	12 825	
Compte de Capital en M.D.	64,1	5,8	34,9	10,6	← 12,8	

Tight binding, text missi

FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS PAR PROJET ET PAR ENTREPRISE ANNEE 1966

Désignation du projet ou de l'entreprises	Tranches 1966 arrêtée	Ressources intérieures: Subv. d'équipements	Fonds propres	Crédits bancaires	Ressources: Prêts publics
GRICULTURE	7 124	2 100	2 362	1 300	930
Secteur public :					
Office des terres Domaniales	1 792	-	862		930
Office de Motoculture					
O.M.V.V.M.	1 400	1 400	-	-	-
Investissements privés	3 932	700	1 500	1 300	-
Industrie Agricoles et Alimentaires	2 284	-	1 242	876	-
Entreprises publiques :					
Régie Nle de Tabac, Usine de Cigarettes	645	-	555	-	-
Sté. Tunisienne de Sucre	109		109	-	-
- Construction logement	(30)	-	(30)	-	-
- 2 magasins à sucre	(38)	-	(38)	-	-
- Aménagement-Inst.	(11)	-	(11)	-	-
- Const. Réservoir eau	(20)	-	(20)	-	-
- O.N.P. (Chalutiers (All. de l'Est)	702		100	210	
- O.N.P. (Inst. frigorifique (Dam.)			100	250	
S.T.I.L.					
- Collecte de lait frais	257	-	111	146	-
- Louhoum	360		100	260	
I.A.A. Publiques	2 073	-	1 075	866	-
Entreprises privées :					
Sté Abida	15		3		
U C V T	21		4		
Fromagerie	10	-	5	5	-
Grands moulins-Tu.	50	-	40	5	-
S O T U S A L	115	-	115	-	-
	211		167	10	-
Energie : S.T.E.G.	6 564	-	2 742	-	3 791
Centrale Goulette II A	1 326	-	691	-	635
" " II B	1 007	-	222	-	785
Réseau à 50 KV compl. triennie	904	-	125	-	869
Réseau 90 KV achèvement triennie	454	-	124	-	330
Réseau 90 KV Travaux divers	50	-	50	-	-
Divers renouvellement acquisition	30	-	30	-	-
Dist. électrique MT/BT	2 000	-	1 200	-	800
Distribution de Gaz	24	-	6		18
Programme regroupement services généraux	150	-	150	-	-
Distribution de Gaz	261	-	144		117
Ajustement	250	-	-	-	224
Produits pétroliers	11 300	-	634	-	-
E I T E P	9 148	-	482	-	-
E T I R	152	-	152	-	-
Sté privée de recherche	2 000	-	-	-	-
Mat. Const. Céramique et Verre	2 198	-	545	-	-
Secteur public :					
- SICOAC	69	-	69	-	-
Cimenterie de Bizerte	56	-	56	-	-
- 5 broyeurs	(6)		(6)		
- Séchoir à laitier	(1)		(1)		
- Chaland	(4)		(4)		
- Ensemble Social	(14)		(14)		
- Dépôt à Tunis	(1)		(1)		
- Silo	(30)		(30)		
Matériaux de constr. Céramique et Verre (suite)					
- Marbre de chemtou	81		40		
- Ciments Artificiels Tun.	1 598	-	278	-	-
- Sté Tunisienne de Céramique	391		100		
Secteur privé					
Union Générale	1		-		
- Pte Boublil	2	-	2	-	-
Industries extractives	4 283	1 850	1 661	164	-
- Sotrami	20	-	4	-	-
- CIPHOS	610	-	368	-	-
- STEPHOS	87	-	87	-	-
- Sfax-Gafsa (mine)	1 502	-	1 002	-	-
- Office Nl. des mines	1 701	1 500	-	164	-
- Petit Kerkna	363	350			
Industries mécaniques et électriques	1 395	-	511	51	-

g in gutter of book.

FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS PAR BRANCHE ANNEE 1966

1 000 D

ion de la che	Tranches 1966	Ressources intérieures			Ressources exté	
		Sub. vents d' équipe- ment	Fonds propres	Crédits bancai- res	Prêts publics	Cré. fourni seurs
RE.....	7 124	2 100	2 362	1 300	930	4
INDUSTRIE AIS.....	36 142	3 514	9 802	3 299	3 096	1
gric. et Alim	2 284	-	1 242	876	-	
ts Pétroliers	11 300	-	634	-	-	1
. autres éner-	6 564	-	2 742	-	3 796	
e constr.	2 198	-	545	-	-	
i. métaux..	4 283	1 850	1 661	164	-	
ie. El...	1 395		517	51	-	
.....	930		871	3	-	
ie, cuir.....	5 857	1 664	1 164	2 088	200	
ux de bois...	138	-	138	-	-	
r.....	1 193	-	291	117	-	
ent.....						
E SERVICE....	26 347	1 500	7 819	9 047	1 925	
port.....	(12 601)	(1 400)	(4 398)	(1 627)	(1 925)	
s.....	(1 000)	-	-	(1 000)	-	
sme.....	(11 754)	-	(2 534)	(6 420)	-	
services...	(992)	(100)	(887)	-	-	
ice.....	(-)					
Total.....	69 613 -	7 114	19 983 +15 500	13 646 -4 000	6 851 ← -11 50	
	601	5 782	34 933	10 640	12 825	
de Capital en M.D.	64,1	5,8	34,9	10,6	← 12,8	

Tight bindin

FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS PAR PROJET ET PAR ENTREPRISE ANNEE 1966

Désignation du projet ou de l'entreprises	Tranches 1966 arrêtée	Ressources intérieures				Ressources extér.
		Subv. d'équipements	Fonds propres	Crédits bancaires	Prêts publics	Crédits fournisseurs
ICULTURE	7 124	2 100	2 362	1 300	930	432
teur public :						
fice des terres Domaniales	1 792	-	862		930	
fice de Motoculture			-	-	-	-
M.V.V.M.	1 400	1 400	-	-	-	-
vestissements privés	3 932	700	1 500	1 300	-	432
ustrie Agricoles et Alimentaires	2 284	-	1 242	876	-	166
reprises publiques :						
gie Nle de Tabac, Usine de Cigarettes	645	-	555	-	-	90
é. Tunisienne de Sucre	109		109	-	-	-
onstruction logement	(30)	-	(30)	-	-	-
2 magasins à sucre	(38)	-	(38)	-	-	-
Aménagement-Inst.	(11)	-	(11)	-	-	-
Const. Réservoir eau	(20)	-	(20)	-	-	-
O.N.P. (Chalutiers (All. de l'Est)	702		100	210		42
(Inst. frigorifique (Dam.)			100	250		
T.I.L.						
Collecte de lait frais	257	-	111	146	-	-
Louhoum	360		100	260		
A.A. Publiques	2 073	-	1 075	866	-	132
reprises privées :						
té Abida	15		3			12
U C V T	21		4			17
Fromagerie	10	-	5	5	-	-
Grands moulins-Tu.	50	-	40	5	-	5
O T U S A L	115	-	115	-	-	-
	211		167	10	-	34
rgie : S.T.E.G.	6 564	-	2 742	-	3 791	
trale Goulette II A	1 326	-	691	-	635	-
" " II B	1 007	-	222	-	785	
seau k 50 KV compl. triennie	994	-	125	-	869	
seau 90 KV achèvement triennie	454	-	124	-	330	
seau 90 KV Travaux divers	50	-	50	-	-	
vers renouvellement acquisition	30	-	30	-	-	
st. électrique MT/BT	2 000	-	1 200	-	800	
duction de Gaz	24	-	6		18	
gramme regroupement services généraux	150	-	150	-	-	
stribution de Gaz	261		144		117	
ustement	250	-	-	-	224	26
oduits pétroliers	11 300	-	634	-	-	10 666
I T E P	9 148	-	482	-	-	8 666
T I R	152	-	152	-	-	
té privée de recherche	2 000	-	-	-	-	2 000
st. Const. Céramique et Verre	2 198	-	545	-	-	1 653
cteur public :						
SICOAC	69	-	69	-	-	-
imenterie de Bizerte	56	-	56	-	-	-
- 5 broyeurs	(6)		(6)			
- Séchoir à laitier	(1)		(1)			
- Chaland	(4)		(4)			
- Ensemble Social	(14)		(14)			
- Dépôt à Tunis	(1)		(1)			
- Silo	(30)		(30)			
tériaux de constr. Céramique et Verre (suite)						
Marbre de chemtou	81		40			41
Ciments Artificiels Tun.	1 598	-	278	-	-	1 320
Sté Tunisienne de Céramique	391		100			292
cteur privé						
Union Générale	1		-			1
Ets Boublil	2	-	2	-	-	-
dustries extractives	4 283	1 850	1 661	164	-	608
Sotacomi	20	-	4	-	-	16
CIPHOS	610	-	568	-	-	42
STEPHOS	87	-	87	-	-	-
Gafsa (mine)	1 502	-	1 002	-	-	500
Office Nl. des mines	1 701	1 500	-	164	-	37
Sotel Tozeur	363	350				13
dustries mécaniques et électriques	1 395	-	517	51	-	827

text missing in gutter of book.

tableau 2.4.1

FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS PAR PROJET ET PAR ENTREPRISE ANNEE 1966

Désignation du projet ou de l'entreprises	Tranches 1966 arrêtée	Ressources intérieures			Ressources extér.	
		Subv. d'équipements	Fonds propres	Crédits bancaires	Prêts publics	Crédits fournisseurs
Secteur Public	205		143	20		42
- El Fouladh	934	-	200	-	-	734
- STIA	122	-	110			31
- El Athir	30	-	-	-	-	30
- Sté d'accumulateur	53	-	33	20	-	
Industrie mécanique (suite)	-					
Secteur privé	212		168	31	-	
- Manufact. de Bimbelat (mater.)	(102)	-	(60)	(31)	-	(11)
- Manufacture Tunisienne d'électrode	(11)	-	(9)	-	-	( )
- Manufacture des Ressorts	(8)	-	(8)	-	-	-
- Afric Isol	(5)	-	(5)	-	-	-
- Tubukh	(5)	-	(5)	-	-	-
- Indust. mag. d'Al	(10)	-	(10)	-	-	-
- Sté gén. Indust.	(71)	-	(71)	-	-	-
- International Havester	25		(6)			(19)
Chimie et Caoutchouc	990	-	871	3	-	56
Secteur Public	809		759			50
- SIAPE	(724)	-	(674)	-	-	(50)
- Pharmacie Centrale	(48)	-	(48)	-	-	-
- Raffinerie Tun. Soufre	(37)	-	(37)	-	-	-
Secteur privé	121		112	3		6
- Laboratoire STAMBOULI	(17)	-	(8)	(3)	-	(6)
- EPK engrais	(84)	-	(84)	-	-	-
- Plastic Tunisien	(8)	-	(8)	-	-	-
- Chimie couleur	(5)	-	(5)	-	-	-
- Astra celluco	(7)	-	(7)	-	-	-
Textile, habillement et cuir	5 857	1 664	1 161	2 088	200	744
Secteur public :	5 773	1 664	1 077	2 088	200	744
- SOUICOT	(2 336)	(800?)			-	375
- SOGIL	(467)		(1 061)	(2 088)	200	24
- Sté générale de filature	(8)		(		-	-
- SOGIC	(1 082)	-	(		-	344
Tannerie de la Manouba	(16)		(16)			
- O.N.A.	(864)	(864)		-	-	-
Secteur privé	84	-	84	-	-	-
- Sté gén. de filat. et tissage	(20)	-	(20)	-	-	-
- Sté Tun. des industries du textile	(24)	-	(24)	-	-	-
- S.A.L.M.D.N.	(5)	-	(5)	-	-	-
- PATA	(35)	-	(35)	-	-	-
Bois et liège	138	-	138	-	-	-
Secteur public :						
- Sté Nle de liège	62	-	62	-	-	-
Secteur privé :						
- meuble acier	5	-	5	-	-	-
- La Maghreb	71	-	71	-	-	-
Papier	1 193		291	117	-	785
Secteur public :	371					
- Sté Nle Cellulose :						
- Atelier électrolyse	(22)		(2)	(20)	-	-
- Cire	(65)		(3)	(62)	-	-
- Générateur	(37)		(2)	(35)	-	-
- Gros entretiens	(7)		(7)	-	-	-
- Imprimerie Officielle	(240)	-	(160)	-	-	(80)
Secteur privé	822	-	117	-	-	705
- Sté. Tun. de l'enveloppe	(31)		(7)			(24)
- S.T.E.N.	(10)		(10)		-	-
- Sté d'action, d'éducation et de Presse	(781)		(100)			(681)
Bâtiment	-	-	-	-	-	-
Ensemble services	25 540	1 400	7 819	9 027	1 480	5 823
Transport :	12 373	1 400	4 398	1 627	1 935	3 251
Secteur public :						
- S.N.C.F.T.	1 063	-	1 519	-	425	638
- Office des Ports	3 135	-			1 580	46
- Tunis-Air	2 558	-	1 000		-	1 558
- C.T.N.	273	-	53	220	-	
- STAM	145		145			
- Sfax-Gafsa (chemin de fer)	1 325	-	604	330	-	391
- Cie CIPEOS (chemin de fer)	261		161			100
- SNT	1 223	-	422	470	-	331
- Renouvellement mat.	(402)		(464)	-	-	(331)
- Extension	(143)		(143)	-	-	
- Génie civile 1966	(80)		(80)	-	-	
- Matér. fixe	(38)	-	(38)	-	-	-
- Autres achats et renouvel. mat.	(470)	-	-	(470)	-	-
- S.T.M.	[illegible]	-	190		-	-
- P.T.T.	1 472	1 400	-	-	-	72
- Sté Régionale	945	-	223	607		115
Secteur privé :						
- SOTRAMO	11	-	11	-	-	-
Loyers	1 000	-	-	1 000	-	-
Tourisme	11 754	-	2 534	6 420	-	2 800
Autres Services	987	100	887			5
Commerce	-	-	-	-	-	-

Tight binding, text mi

u 2.5

FINANCEMENT DE

ignation de la branche
iculture.....
. Agric. Alim. ..
rgie.....
duits Pétroliers.
. const. verre...
. extractives....
. mec. électr....
mie.....
tile, cuir.....
s.....
ier.....
nsport.....
ustries diverses.
ver.....
merce.....
rvice (y compris risme).....

ssing in gutter of book.

Tight binding, text

DES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES PAR BRANCHE 1967

	Tranche 1967	Ressources intérieures			Ressources extér.	
		Subv. d'équip.	Fonds propres	Crédits bancaires	Prêts publics	Crédits fournis-particip
	8 950	2 358	1 662	3 600	1 330	-
	2 960	100	1 752	1 018	-	90
	7 397	-	2 308	-	5 089	-
	12 563	-	260	-	-	12 303
	1 362	-	1 106	-	-	256
	3 473	968	1 605	100	-	800
	1 409	-	838	20	91	460
	863	-	780	32		51
	2 790	1 449	250	14		1 077
	147	-	147	-	-	-
	183	-	183	-	-	-
	9 261	1 000	2 676	533	760	4 292
	41	-	41	-	-	-
	1 500	600	-	900	-	-
	400	-	400	-	-	-
	8 400	1 600	2 500	2 300	-	2 000
	61 699	8 075	16 568	8 517	7 270	21 329

missing in gutter of book.

Tableau 8.3.1

FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS PAR PROJETS ET PAR ENTREPRISES ANNEE 1967

Désignation du projet ou de l'entreprise	Tranches 1967 arrêtée	Ressources intérieures			Ressources extér.		Observa
		Subv. d'équip.	Fonds propres	Crédits bancaires	Prêts publics	Crédits fournis.	
Agriculture	8 950	2 358	1 662	3 600	1 330	-	
Office des terres Domaniales	1 900	-	662	-	1 238	-	
Office des Bouassi	200	200	-	-	-	-	
Office de Sidi Bouzid	250	250	-	-	-	-	
Office de l'Enfida	100	100	-	-	-	-	
O.N.V.V.M.	1 300	1 208	-	3 600 [1]	92	-	1) Bque
Investissements privés	5 200	600	1 000				dials
							BNA ...
Industries Agricoles et Alimentaires	2 960	100	1 752	1 018	-	90	Ressour
							ces pro
Régie Nle de tabac	1 000		910	-	-	90	pres ...
Usine de cigarettes	(1 000)		(910)	-	-	(90)	
Ste Tunisienne de sucre	132	-	132	-	-	-	
- Construction de logements	(27)	-	(27)	-	-	-	
- 2 magasins à sucre	(15)	-	(15)	-	-	-	
- Aménagement, Installation. Béja.	(50)	-	(50)	-	-	-	
- Construction Réservoir à eau	(40)	-	(40)	-	-	-	
S.T.I.B.	735		435	300			
- Fromagerie	(577)	-	(381)	(196) [2]			2) Prêts
- Collecte lait frais	(114)	-	(46)	(68)			
- Embouteillage	(44)	-	(8)	(36)			
Office National Pêche	618	100		518 [3]			3) Prêts
- Chalutier	(68)	-		(68)			nois.
- Installation Frigorifique	(550)	(100)		(450)			
Office National de l'Huile	110	-	110	-	-	-	
Fromagerie Touati	5	-	5	-	-	-	
Grand moulin (Tunis)	14	-	14	-	-	-	
Pâte nellachi	6	-	6	-	-	-	
Levurerie (SNI)	340	-	140	200	-	-	
ENERGIE / S.T.E.G.	7 397	-	2 308	-	5 089	-	
Centrale Goulette II (A)	210						
Goulette II Etape B	2 680						
Réseau 150 KV comp. triennie	250						
Réseau 150 KV trav. neufs	700						
Alimentation de Gabès	130						
Réseau 90 KV achev.	80						
Réseau 90 KV trav. neufs	240						
Rés. 90 KV travaux divers	10						
Distrib. électr. M.T., B.T. Programme AID 1966/69	2 700						
Production de gaz	42						
Distrib. de gaz Tunis	255						
Prog. de remb. de service	100						
PRODUITS PETROLIERS	12 563	-	260	-	-	12 303	
- S.I.T.E.P.	4 400	-	-	-	-	4 400	
Développement et prod.	(4 400)	-	-	-	-	(4 400)	
- S.E.R.E.P.T.	3 303	-	-	-	-	3 303	
Tronsha	(3 303)	-	-	-	-	(3 303)	
- Esso Unité bitume et unité de lubrifiant	260	-	260	-	-		
- Autres compagnies privées de recherche.	4 600					4 600	
MATERIAUX DE CONSTRUCTION CERAMIQUE VERRE	1 362	-	1 106	-	-	256	
- SICOAC (Equipement)	(200)	-	(140)	-	-	(60)	
- C.G.C.P.B. (Silo)	(70)	-	(70)	-	-	-	
- C.A.T. 4ème four	(661)	-	(661)	-	-	-	
- Carrelage Soublil	(10)	-	(10)	-	-	-	
- Usine Céramique Nabeul	(250)	-	(185)	-	-	(65)	
- Faïence Tabarka	(171)	-	(40)	-	-	(131)	
Industries extractives	3 473	968	1 605	100	-	800	
CIPHOS. Extension et Modernisation	1 000	-	500	-	-	500	
SYPHOS : Equipement minier pour accroissement de la production (fonds de calcination)	500	-	100	100	-	300	
Sfax-Gafsa : Modernisation des install. pour augm. la capacité	925	-	925	-	-		
Office National des Mines	968	968	-	-	-	-	
COTUBAL Matériel et répartition	80		80				
Industries Mécaniques et Electriques	1 409		838	20	91	460	
El Fouladh	560	-	250	-	-	310	
STIA	352	-	259	-	-	93	
El Athir (C.T.E.)	40	-	-	-	-	40	
Std d'accumulation (USA)	37	-	17	20	-	-	

Tight binding, text mis

tableau 2.3.1

FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS PAR PROJETS ET PAR ENTREPRISES ANNEE 1967

Désignation du projet ou de l'entreprise	Tranches 1967 arrêtée	Ressources intérieures			Ressources extér.		Observ.
		Subv. d'équip.	Fonds propres	Crédits bancaires	Prêts publics	Crédits fourais.	
Privée Manuf. Tu. de bimbelotterie	133	-	133	-	-	-	
" (Matériel d'électricité)	30	-	13	-	-	17	
" des ressorts (Mat)	11	-	11	-	-	-	
" Afric-Isol (Mater)	8	-	8	-	-	-	
Tubakh (matériel)	110	-	19		91		
Privée Ind. d'Alim. Maghrebine							
" INAL (Matériel)	8	-	8	-	-	-	
" Sté gén. ind. (ext)	13	-	13	-	-	-	
" Sté Tun. d'Application Mécanique	50	-	50	-	-	-	
" Sté Gén. Indus. tube-acier	57	-	57	-	-	-	
Chimie et caoutchouc	863		780	32		51	
S.I.A.P.E.	554	-	554	-	-	-	
Pharmacie Centrale	100	-	100	-	-	-	
Raffinerie Tun. du soufre	16	-	16	-	-	-	
Laboratoire STAMBOULI	15	-	9	2	-	4	
S.P.E. engrais	66	-	66	-	-	-	
Plastic Tunisie	70	-	-	30	-	40	
Astral	10	-	3	-	-	7	
Teinture BEN MOUSSA	32	-	32	-	-	-	
Textile - habillement et cuir	2 790	1 449	250	14		1 077	
SOTICOT	1 668	)					
- Finissage Bir El Kassaa	(100)	)					
- Nayonne Mokhine	(1 400)	)					
- Usine Ksar Hellal	(168)	) 809	90			1 069	
SOGIL	300	)					
Complexe textile à Monastir Unit. de filage	(300)	)					
SOTIC	40	-	40	-	-	-	
Tannerie Manouba	16	-	16	-	-	-	
PRIVEE SIL (Lingerie)	16	-	8	4	-	8	
" Nord Confection	24	-	24				
" O.N.A.	640	640	-	-	-	-	
" BATA	40	-	40	-	-	-	
" STECHEM de fil de tissage	20	-	20	-	-	-	
" STE Indus. Textile	26	-	16	10	-	-	
Bois Ameublement liège	147	-	147	-	-	-	
Sté Nle de liège	115	-	115	-	-	-	
Feuble Acier	5	-	5	-	-	-	
Maghreb	27	-	27	-	-	-	
Edition	183	-	183	-	-	-	
Sté Tun. de Cellulose modification							
	100	-	100	-	-	-	
Ind. de M'Hamedi	40	-	40	-	-	-	
Ste Chemical	43	-	43	-	-	-	
	9 261	1 000	2 676	533	760	4 292	
SICFF (Mat. Traction)	1 311		286			1 025	
Office de ports : Aménagement des Ports.	1 000		240		760		
Tun.-Air trav. génie civ, achat de mat.	230	-	230	-	-	-	
CTM (cabotage Yougoslavie)	823		123	450		250	
Mat-Taxe mat. de trac	1 335	-	675	-	-	660	
Génie civil et achat de véhicule	347	-	347	-	-	-	
STM (véhicule)	183	-	98	68	-	17	
	1 720	1 000				720	
Sté Nationale de Transp, génie civil et							
Mat. fixes	262	-	262	-	-	-	
Transports Aériens	50	-	15	15	-	20	
Accroissement du par.	2 000	-	400	-	-	1 600	
Industries diverses	41	-	41	-	-	-	
Usine fermeture éclair	8		8				
Fabrique de ventres	29		29				
Unité Fabrication de boutons d'habillement	4		4				
Agriculture	1 500	600	-	900	-	-	
Commerce	400	-	400	-	-	-	
Service : Tourisme	8 300	1 500	2 500	2 300		2 000	
S.T.T.	100	100					
	8 400	1 600	2 500	2 300		2 000	

ing in gutter of book.

FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS PAR PROJETS ET PAR ENTREPRISES ANNEE 1967

ption du projet ou de l'entreprise	Tranches 1967 arrêtée	Ressources intérieures			Ressources extér.		Observati
		Subv. d'équip.	Fonds propres	Crédits bancaires	Prêts publics	Crédits fournis.	
	8 950	2 358	1 662	3 600	1 330	-	
ture	1 900	-	662	-	1 238	-	
des terres Domaniales	200	200	-	-	-	-	
des Sonassi	250	250	-	-	-	-	
de Sidi Bouzid	100	100	-	-	-	-	
de l'Enfida	1 300	1 208	-	3 600 1)	92	-	1) Bque Mo
.M.	5 200	600	1 000				diale 2 0
issements privés							BNA ... 0
	2 960	100	1 752	1 018	-	90	Ressour-
ries Agricoles et Alimentaires							ces pro-
	1 000		910	-	-	90	pres ...
lie de tabac	(1 000)		(910)	-	-	(90)	
de cigarettes	132	-	132	-	-	-	
naisienne de sucre	(27)	-	(27)	-	-	-	
truction de logements	(15)	-	(15)	-	-	-	
agasins à sucre	(50)	-	(50)	-	-	-	
nagement, Installation. Béja.	(40)	-	(40)	-	-	-	
truction réservoir à eau	735		435	300 2)			
.E.	(577)	-	(381)	(196)			2) Prêts
nagerie	(114)	-	(46)	(68)			
lecte lait frais	(44)	-	(8)	(36)			
outeillage	618	100		518 3)			3) Prêts
e National Pêche	(68)	-		(68)			noix.
lutier	(550)	(100)		(450)			
tallation Frigorifique	110	-	110	-	-	-	
e National de l'Huile	5	-	5	-	-	-	
agerie Touati	14	-	14	-	-	-	
moulin (Tunis)	6	-	6	-	-	-	
mellachi	340	-	140	200	-	-	
rerie (SNI)							
GIE / S.T.E.G.	7 397	-	2 308	-	5 089	-	
	210						
rale Goulette II (A)	2 680						
lette II Etape B	250						
au 150 KV comp. triennie	700						
au 158 KV trav. neufs	130						
entation de Gabès	80						
au 90 KV achev.	240						
au 90 KV trav. neufs	10						
. 90 KV travaux divers							
trib. électr. M.T., B.T. Programme AID	2 700						
6/69	42						
duction de gaz	255						
trib. de gaz Tunis	100						
g. de remb. de service							
DUITS PETROLIERS	12 563	-	260	-	-	12 303	
	4 400	-	-	-	-	4 400	
.I.T.E.P.	(4 400)	-	-	-	-	(4 400)	
Développement et prod.	3 303	-	-	-	-	3 303	
.R.E.P.T.	(3 303)	-	-	-	-	(3 303)	
Trouche	260	-	260	-	-	4 600	
Esso Unité bitume et unité de lubrifiant	4 600						
Autres compagnies privées de recherche.							
TERIAUX DE CONSTRUCTION CERAMIQUE VERRE	1 362	-	1 106	-	-	256	
	(200)	-	(140)	-	-	(60)	
SICOAC (Equipement)	(70)	-	(70)	-	-	-	
C.C.C.P.B. (Silo)	(661)	-	(661)	-	-	-	
C.A.T. 4ème four	(10)	-	(10)	-	-	-	
Carrelage Boubli	(250)	-	(185)	-	-	(65)	
Veine Céramique Nabeul	(171)	-	(40)	-	-	(131)	
Faïence Tabarka							
dustries extractives	3 473	968	1 605	100	-	800	
	1 000	-	500	-	-	500	
PHOS. Extension et Modernisation							
PHOS : Equipement minier pour accrois-sement de la production (fonds de calcination)	500	-	100	100	-	300	
fax-Gafsa : Modernisation des install. pour augm. la capacité	925	-	925	-	-	-	
ffice National des Mines	968	968	-	-	-		
PUDAL : matériel et répartition	80		80				
dustries Mécaniques et Électriques	1 409		838	20	91	460	
	560	-	250	-	-	310	
Poulenc	352	-	259	-	-	93	
SIA	40	-	-	-	-	40	
Atbat (S.F.I.)	37	-	17	20	-	-	
d'automobiles Tunisi							

Tight binding, t

Tableau 2.5.1

FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS PAR PROJETS ET PAR ENTREPRISES ANNEE 1967

Désignation du projet ou de l'entreprise	Tranches 1967 arrêtée	Ressources intérieures			Ressources extér.		Observations
		Subv. d'équip.	Fonds propres	Crédits bancaires	Prêts publics	Crédits fournis.	
Privée Manuf. Tu. de bimbelotterie	133	-	133	-	-	-	
" (Matériel d'électricité)	30	-	13	-	-	17	
" des ressorts (Mat)	11	-	11	-	-	-	
" Afric-Isol (Mater)	8	-	8	-	-	-	
Tubukh (matériel)	110	-	19		91		
Privée Ind. d'Alim. Maghrebine	8	-	8	-	-	-	
" IMAL (Matériel)	13	-	13	-	-	-	
" Sté gén. ind. (ext)	50	-	50	-	-	-	
" Sté Tun. d'Application Mécanique	57	-	57	-	-	-	
" Sté Géné. Indus. tube-acier							
Chimie et caoutchouc	863		780	32		51	
S.I.A.P.E.	554	-	554	-	-	-	
Pharmacie Centrale	100	-	100	-	-	-	
Raffinerie Tun. du souffre	16	-	16	-	-	-	
Laboratoire STAMBOULI	15	-	9	2	-	4	
S.P.K. engrais	66	-	66	-	-	-	
Plastic Tunisie	70	-	-	30	-	40	
Astral	10	-	3	-	-	7	
Teinture BEN MOUSSA	32	-	32	-	-	-	
Textile - habillement et cuir	2 790	1 449	250	14		1 077	
SOGICOT	1 668						
- Finissage Bir El Kassaa	(100)						
- Raycmre Moknine	(1 400)						
- Usine Ksar Hellal	(168)	809	90			1 069	
SOGIL	300						
- Complexlainie à Monastir Unit. de finissage	(300)						
SOGIC	40	-	40	-	-	-	
Tannerie Mancuba	16	-	16	-	-	-	
PRIVEE SIL (Lingerie)	16	-	4	4	-	8	
" Nord Confection	24	-	24				
" O.M.A.	640	640	-	-	-	-	
" BATA	40	-	40	-	-	-	
" SOTECEN de Fil de tissage	20	-	20	-	-	-	
" STE Indus. Textile	26	-	16	10	-	-	
Bois Ameublement liège	147	-	147	-	-	-	
Sté Nle de liège	115	-	115	-	-	-	
Meuble Acier	5	-	5	-	-	-	
Maghreb	27	-	27	-	-	-	
[illegible]	183	-	183	-	-	-	
[illegible] Edition							
[illegible] Tun. de Cellulose modification	100	-	100	-	-	-	
[illegible]	40	-	40	-	-	-	
Im[illegible] M'Hammedi	43	-	43	-	-	-	
STP[illegible] Machine)							
Transp[illegible]	9 261	1 000	2 676	533	760	4 292	
[illegible]						1 025	
ONCFT (Sat. Traction)	1 911		246				
Office de ports : Aménagement des Ports	1 000		240		760	-	
Tunis-Air trav. génie civ. achat de mat.	230	-	230	-	-	250	
CTN (cabotage Tougoslavie)	823		123	450	-	660	
Sfax-Gafsa mat. de trac	1 335	-	675	-	-	-	
[illegible] Génie civil et achat de véhicule	347	-	347	-	-	17	
STM (véhicule)	183	-	98	68	-	720	
[illegible]	1 720	1 000				-	
Sté Régionales de Transp, génie civil et mat. fixes	262	-	262	-	-	30	
Transports ruraux	50	-	15	15	-	1 600	
Accroissement du par.	2 000	-	400	-	-		
Industries diverses	41	-	41	-	-	-	
Unité fermeture éclair	8		8				
Fabrique de montres	20		29				
Unité fabrication de boutons d'habillement	4		4				
Loyer	1 500	600	-	900	-	-	
Commerce	400	-	400	-	-	-	
Service : Tourisme	8 300	1 500	2 500	2 300	-	2 000	
S.T.T.	100	100					
	8 400	1 600	2 500	2 300		2 000	

text missing in gutter of book.

FINANCES CONSOLIDEES DE L'ETAT

en mln de D

	1964	1965	1966	1967
I RECETTES				
1-Ressources ordinaires				
a) Impôts Directs et indirects				
1 - Titre I	68,4	76,7	80,4	91,0
2 - Recettes affectées	3,9	4,8	)	)
3 - Fonds Spéciaux	4,3	5,6	(14,1	(13,6
4 - Trésor	3,2	3,7	)	)
b) Autres droits, taxes et prélèvements divers.				
1 - Titre I	1,5	1,6	1,5	2,7
c) Redevances pétrolières (Titre I)	2,4	5,3	5,3	4,8
d) Sécurité Sociale (Santé) (Fonds spéciaux)	0,5	0,8	1,0	1,2
e) Intérêts reçus (Fonds spéciaux et Titre I)	0,1	0,2	0,7	0,9
f) Autres recettes				
0 - Revenus exploitation pétrolière	-	-	-	1,5
1 - Titre I	2,9	3,4	3,0	-
2 - Titre II Section I	-	-	-	-
3 - Titre II Section II	0,6	1,2	)	)
4 - Recettes affectées	0,2	0,3	(2,3	(1,5
5 - Fonds Spéciaux	0,4	0,8	)	)
6 - Trésor	3,0	2,8	0,6	0,1
Total 1	91,0	107,2	117,2	123,7
2-Aide Etrangère - Dons				
a) U. S. A.	3,1	-	-	-
b) Italie - ENI	-	1,5	-	-
c) Aide technique française et dommage de guerre	1,6	0,2	0,2	0,2
d) Arabie Séoudite	1,5	-	-	-
3-Prêts Etrangers à long terme				
0) U.R.S.S.	-	-	0,6	0,6
a) U.S.A.	1,7	8,5	11,8	17,8
b) Koweit	6,5	1,1	0,2	-
c) Allemagne	0,2	2,9	2,0	4,0
d) I.D.A.	0,5	1,0	1,0	1,5
e) Italie (E.N.I. et Medéo Banca)	-	6,6	0,1	-
f) France	0,4	-	-	-
g) Arabie Séoudite	-	-	0,5	0,5
Total 2 et 3.	15,5	21,8	16,4	24,6
4-Emprunts intérieurs à long et moyen terme				
a) Emprunt obligation 1964 (titre II)	4,3	0,6	-	-
b) Bons d'équipement à 10 ans (Trésor)	-	0,7	0,1	-
5-Emprunts intérieurs à court terme				
a) Bons du Trésor et bons d'équipement à court terme.	1,5	0,9	0,1	-
Total 4 et 5.	5,8	2,2	0,2	-
TOTAL des recettes..	113,2	131,2	134,5	148,3
II DEPENSES				
1-Dépenses de fonctionnement				
a) Titre I	56,0	61,2	74,1	81,6
b) Fonds de concours	0,8	0,9	)	)
c) Recettes affectées	0,7	0,8	)	)
d) Fonds Spéciaux	6,6	5,7	(10,7	(9,6
e) Trésor	1,1	3,3	(	(
2-Bourses (Titre I)	0,6	2,3	1,6	1,8
3-Radiodiffusion Télévision Tunisienne	0,6	0,8	1,3	1,5
4-Ets P.T.T.	-	0,3	0,2	0,2
4-Subventions d'exploitation aux Entreprises				
a) Titre I	1,6	2,5	3,6	2,7
b) Recettes affectées	0,4	1,4	)	)
c) Fonds Spéciaux	0,1	0,4	(2,2	(2,2
d) Trésor	-	0,4	)	)
5-Dette (titre I)	5,8	7,7	8,2	9,5
Trésor	2,1	-	-	-
Total 1 à 5..	76,4	87,7	101,9	109,1
6-Dépenses d'Equipement				
a) Titre II-Section I	39,5	37,3	36,3	30,1
b) Titre II-Section II (fonds de concours)	0,2	0,1	0,1	0,1
c) Fonds Spéciaux	-	0,4	1,2	1,2
d) Avances du Trésor	3,1	3,5	2,0	-
7-Subvention d'Equipement aux entreprises				
a) Titre I	0,2	0,2	0,4	0,4
b) Titre II	5,1	6,5	6,7	10,2
c) Fonds Spéciaux	1,3	1,2	1,0	1,0
d) Trésor	-	1,0	2,0	-
8-Participation (pour 66 et 67 compris dans les subventions)				
a) Titre II	-	0,8	-	-
b) Fonds Spéciaux	-	1,6	-	-
c) Trésor	-	1,3	-	-
9-Prêts du Tésor et du Titre II	0,4	0,6	-	-
10-Dommages de guerre (Titre II)	0,7	0,7	0,2	-
TOTAL Dépenses.	126,9	142,9	151,8	152,9
III DEFICIT	13,7	11,7	17,3	3,8
1-Utilisation des dépôts du Tésor	+ 1,1	+ 4,8	4,0	1,1
2-Augmentation sommes à payer, dim. sommes à recevoir	+ 7,4	- 4,5	4,0	-
3-Avances remboursables	- 0,1	- 0,8	- 1,0	-
4-Concours - B.C.T.	+ 4,8	+ 3,7	+ 10,3	- 0,6
5-Erreurs et Omissions	- 0,6	+ 0,5	-	-
6-Dépôt Sécurité Sociale	-	-	-	4,6

Tight binding, text m

bleau 3.2

SOMMAIRE DU COMPT

EMPLOI

Dépenses de fonctionnement.....	
Bourses.....	
Subvention à la R.T.T.	
Subvention d'exploitation.....	
Dette (intérêts).....	
Transferts aux administrations régionales.....	
Total....	
Epargne..	
TOTAL....	

Dépenses d'équipement.....	
Subvention d'équipement.....	
Participations.....	
Prêts.....	
Dommage de guerre.....	
Remboursement.....	
TOTAL....	

ssing in gutter of book.

FINANCES CONSOLIDEES DE L'ETAT

en mln de D

Tight binding, text m

SOMMAIRE DU COMPTE DE L'ETAT

EMPLOIS

Compte courant

	1964	1965	1966	1967
ıctionnement.....	65,2	72,8	84,8	91,2
.....	0,6	1,4	1,6	1,8
a R.T.T.	0,6	0,8	1,3	1,5
xploitation.....	2,1	5,0	6,0	5,1
s).....	2,3	3,4	3,7	4,6
administrations	-	0,6	0,6	0,6
Total....	70,8	84,0	98,0	104,8
Epargne..	21,1	23,2	19,9	18,9
TOTAL....	91,9	107,2	117,9	123,7

Compte de Capital

ıipement.....	42,4	41,3	39,6	31,4
;quipement.....	7,0	8,9	10,1	11,6
s.....		3,7		
.....	0,4	0,6		
erre.....	0,7	0,7	0,2	-
.....	5,6	4,3	4,5	4,9
TOTAL....	56,1	59,5	54,4	47,9

ssing in gutter of book.

tableau 3.3

RECETTES DES ADMINISTRATIONS EN PROVENANCE DE L'AIDE ETRANGERE

1 000 D

	1966	1967	1968	1969	197
Prêts projets, tirage en devises, en provenance des pays autres que les Etats-U					
- projets déjà conclus....	3 115	3 968	3 326	-	-
- projets nouveaux.....	500	2 000	5 685	11 060	11 9
Prêts non-affectés, déjà conclus en provenance des USA	8 900	7 604	-	-	-
URSS prêt non-affecté.....	600	600	300	300	
Prêt Medeo Banca.....	143	-	-	-	
De nouveaux prêts non-affectés en provenance des USA	-	3 796	7 900	7 900	7
Fonds Céréaliers PL 480 (USA)	2 928	6 380	5 100	3 600	2
Dons de la France.....	200	200	200	200	
	16 386	24 548	22 511	23 060	22

Tight binding, text

ableau 3.4

RES

Ressources ordinaires.....
RESSOURCES INTERIEURES.....
- Epargne.....
- Prêts.....
- Moyens Trésor.....
- Recours à la B.C.T. .....
- Dépôts sécurité sociale.....
- Erreurs et omissions.....
RESSOURCES EXTERIEURES.....
AUTRES MOYENS A TROUVER.....
Total.

missing in gutter of book.

Tight binding, text missing

RESSOURCES

Compte courant

	1964	1965	1966	1967
s.....	91,9	107,2	117,9	123,7
	91,9	107,2	117,9	123,7

Compte de capital

.....	40,6	37,7	38,1	23,3
.....	(21,1)	(23,8)	(20,5)	(19,5)
.....	(5,8)	(2,2)	(0,2)	-
.....	(9,5)	(7,5)	(7,0)	(2,8)
.....	(4,8)	(3,7)	(10,3)	(-0,6)
ale.....	(-)	(-)	(-)	(1,6)
.....	(-0,6)	(+0,5)	(-)	(-)
.....	15,5	21,8	16,3	24,6
R.....	-	-	-	-
Total.	56,1	59,5	54,4	47,9

n gutter of book.

tableau 4.1

BALANCE DES PAIEMENTS, 1964 A 1967

(en millions de dinars selon le nouveau taux de change)

mln de D

	1964	1965	1966	196
Exportations	72,0	62,9	70,0	83
Importations	129,4	127,7	122,8	129
Balance commerciale	- 57,4	- 64,8	- 52,8	- 46
Services	- 12,5	- 20,4	- 12,3	-
Soldes des opérations courantes	- 69,9	- 85,2	- 65,1	- 5
Remboursement de la dette	- 7,2	- 8,6	- 13,9	- 19
TOTAL à financer	- 77,1	- 93,8	- 79,0	- 72
Financement :				
Crédits publics	48,6	62,0	46,8	5
Crédits privés	26,1	37,1	24,1	2
Diminution des réserves	2,2	- 5,2	8,1	
Financement à trouver	-	-	-	
TOTAL opérations en capital	76,9	93,9	79,0	7
Erreurs et omissions	0,2	- 0,1	-	

Tight binding, text mi

missing in gutter of book.

Tight binding,

tableau 4.2

EXPORTATION PAR PRODUIT 1964 A 1967

Marchandises	1964			1965		
	Quant. en 1 000 tonnes	Prix par tonne	Valeur en mln D 1)	Quant. en 1 000 tonnes	Prix par tonne	Valeur en mln D 1)
Blé dur	90,4	30,6	2,7	8,8	38	0,3
Agrumes	43,5	50,1	2,2	46,1	56	2,6
Dattes et autres fruits	4,5	400	1,	5,6	272	1,5
Huile d'olives	51,4	232	11,9	46,3	292	13,5
Vin	148,9	59,6	8,9	72,3	38,3	2,8
Conserves légumes	18,0	140	2,5	12,5	179	2,2
Conserves poissons	2,4	246	0,6	1,0	284	0,3
Phosphates chaux bruts	2 215	3,9	8,5	2 261	5,0	11,4
Minerais de fer	831	3,0	2,4	910	3,4	3,1
Plomb métal	10,8	117	1,3	14,3	169	2,4
Superphosphates	125	22,6	2,8	25,7	33,4	8,6
Hyperphosphates	111	7,7	0,9	116	9,8	1,1
Pétrole Brut (Q en 1 000 m3)	-	-	-	-	-	-
Cellulose	8,8	7,6	0,7	11,6	9,5	1,1
Autres métaux	-	-	0,1	-	-	0,3
Total	-	-	47,2	-	-	51,2
Autres produits	-	--	10,0	-	-	11,7
Exportations TOTALES	-	-	57,3	-	-	62,9

1) En dinars courants; le dinar ayant été évalué fin septembre 1964. Les chiffres pour l'ensemble des exportations au tableau 4.1 sont en dinars au taux d'après la dévaluation. Cela s'explique l'écart avec les chiffres du tableau 4.2.

text missing in gutter of book.

EXPORTATION PAR PRODUIT 1966 x 1967

Marchandises	1966			1967		
	Quant. en 1 000 tonnes	Prix par tonne	Valeur en mln D 1)	Quant. en 1 000 tonnes	Prix par tonne	Valeur en mln D 1)
Blé dur	100	38	3,8	0	38	0
Agrumes	45	62	2,7	55	62	3,4
Dattes et autres fruits	-	-	2,5	-	-	1,8
Huile d'olives	35	320	11,2	35	320	11,2
Vin	34	35	1,2	100	35	3,5
Conserves légumes	15,0	174	2,6	14,0	174	2,4
Conserves poissons	1,0	360	0,4	2,0	360	0,7
Phosphates chaux bruts	2 400	5,3	12,7	2 940	5,3	15.6
Minerais de fer	1 050	2,7	2,8	1 050	2,7	2,8
Plomb métal	12	143	1,7	12	143	1,7
Superphosphates	200	31,2	6,2	295	31,2	9,2
Hyperphosphates	70	8,3	0,6	110	8,3	0,9
Pétrole brut (Q en 1000 m3)	700	5,6	3,9	2 000	5,6	11,2
Cellulose	18	92	1,7	22	92	2,0
Autres métaux	-	-	0,6	-	-	1,5
Total	-	-	54,6	-	-	67,9
Autres produits	-	-	15,4	-	-	15,5
Exportations TOTALES	-	-	70,0	-	-	83,4

Tight binding,

au 4.3

IMPORTATIONS CLASSEES PAR UTILISATION 1964 A 1967

(au nouveau taux de change)

mln de D

	1964		1965		1966		1967	
	mln de D	%	mln de D	%	mln de D	%	mln de D	%
					75% de 47			
ns d'équipement	35,0	27	40,6	31	35,0	27	32,6	32
ières premières i-produits...	41,5	32	42,6	33	50,0	42	56,0	38
rgie.....	6,5	5	5,9	5	6,4	5	7,0	5
ns de consom-ion.....	26,8	21	22,0	17	21,0	16	20,0	12
éales.....	3,1	2	8,6	7	5,4	2	8,4	6
tres biens pour imentation hu-ine.....	16,9	13	9,3	7	10,0	8	10,8	7
tal imp. CAF..	129,8	100	129,0	100	127,8	100	134,8	100
ins décalage tre CAF et FOB	0,4	-	1,3	-	5,0	-	5,0	-
tal imp. FOB..	129,4	-	127,7	-	122,8	-	129,8	-

text missing in gutter of book.

tableau 4.4

SERVICE, 1964 A 1967

mln de D

	1964	1965	1966	1967
Voyages :				
- recettes tourisme.....	6,3	9,2	15,0	22,
- autres recettes, nettes.....	- 5,8	- 5,8	- 6,0	- 6,
	+ 0,5	+ 3,4	+ 9,0	16,
Transports, assurances.....	- 8,9	- 12,9	- 13,0	- 13,
Recettes oléoduc.....	+ 3,0	+ 5,2	+ 5,1	+ 4,
Revenus du Capital :				
- intérêts à payer.....	- 2,1	- 4,4	- 6,3	- 7,
- Autres revenus du capital.....	-	-	+ 0,7	+ 0,
Bénéfice partenaire italien dans l'exploitation du pétrole.....	-	-	- 0,3	- 1,
Revenus du travail.....	- 0,6	- 0,8	- 1,0	- 1,
Recettes et dépenses gouvernementales	+ 6,0	+ 6,0	+ 6,0	+ 6,
Autres services et transferts.....	- 12,3	- 19,7	- 15,0	- 17,
Dans des gouvernements étrangers :				
assistance aux ménages.....	+ 1,9	+ 2,8	+ 2,5	+ 5,
TOTAL.....	- 12,5	- 20,4	- 12,3	- 7

Tight binding, text missin

eau 4.5

REPARTITION DE L'AIDE ETRAN

ATS-UNIS :

Dons.....

Moins assistance aux ménages.....

Solde.....

ETS PROJETS : .....

Déjà conclus au 30/6/66.....

Nouveaux prêts.....

ETS NON-AFFECTES : .....

Déjà conclus au 30/6/66.....

Nouveaux prêts.....

PL 480 Titre I.....

TOTAL.....

RETS DE L'EST.....

Prêts déjà conclus au 30/6/66....

Nouveaux prêts.....

TRES PAYS ET ORGANISMES INTERNA-
ONAUX.....

Dons.....

Moins assistance aux ménages.....

Solde.....

ETS PROJETS : .....

Déjà conclus au 30/6/66.....

En négociation.....

Nouveaux prêts.....

ETS NON-AFFECTES ET F.M.I.

Déjà conclus au 30/6/66.....

reurs et omissions.....

TOTAL.

: in gutter of book.

Tight binding, text m

RTITION DE L'AIDE ETRANGERE PUBLIQUE 1964 A 1967

mln de D

	1964	1965	1966	1967
.....	5,8	7,2	3,9	8,2
tance aux ménages.....	1,9	2,8	1,9	5,0
Solde.....	3,9	4,4	2,0	3,2
:	4,0	5,8	6,8	9,3
is au 30/6/66.....	(4,0)	(5,8)	(6,8)	(8,8)
êts.....	-	-	-	(0,5)
ECTES :	5,4	9,2	7,1	8,9
is au 30/6/66.....	(9,3)	(9,2)	(7,1)	(3,7)
êts.....	(-)	(-)	(-)	(5,2)
e I.....	5,4	5,7	4,6	6,7
TOTAL.....	22,6	25,1	20,5	28,1
EST.....	1,3	1,9	3,8	2,5
conclus au 30/6/66....	(1,3)	(1,9)	(3,8)	(2,5)
rêts.....	-	-	-	-
ET ORGANISMES INTERNA-				
.....	24,2	35,0	22,5	25,2
.....	6,1	7,2	7,2	7,2
istance aux ménages.....			0,6	0,6
Solde.....	6,1	7,2	6,6	6,6
TS :	6,4	8,9	13,0	14,9
lus au 30/6/66.....	(6,4)	(8,9)	(12,2)	(7,6)
ation.....	-	-	(0,8)	(7,0)
prêts.....	-	-	-	(0,3)
FFECTES ET F.M.I.				
lus au 30/6/66.....	11,7	18,5	2,9	3,7
omissions.....	0,5	+ 0,4	-	-
TOTAL.	48,6	62,0	46,8	55,8

ssing in gutter of book.

tableau ..

REMBOURSEMENT, 1964 A 1967

mln de D

	1964	1965	1966	196
SERVICE DE LA DETTE CONCLUE AVANT LE 1/7/66				
Dette publique :				
- aux administrations.....	9,3	-	4,4	4,
- aux entreprises.....		5,6	2,3	4,
- dette privée.....		7,4	13,3	12,
- F.M.	-	-	0,2	3,
Sous-total I..	9,3	13,0	20,2	24,
Service des prêts publics sous négociation.....	-	-	-	0,
Service des prêts publics nouveaux	-	-	-	
Service des prêts privés nouveaux.	-	-	-	1,
Sous-total II.	-	-	-	1,
Grand total....	9,3	13,0	20,2	26,
dont intérêts (dans services).....	2,1	4,4	6,3	7,
remboursement.....	7,2	8,6	13,9	19,

Tight binding, text miss

bleau 4.7

INVESTISSEM

Transfert net.....
Inv. Tunisiens privés, solde.....
Inv. étrangers à court terme, solde
Investissements privés étrangers, recettes.....
a) Crédit bancaire en devises à court terme (par découvert)....
b) Crédit fournisseurs.....
- Utilisation des crédits fournisseurs conclus avant 1966..
- Utilisation des crédits fournisseurs conclus pendant les premiers mois 1966.....
c) Participations et crédits financiers.....
- Industries extractives.....
- Transport.....
- Industries manuf. .....
- Tourisme.....
- Commerce, banques.....
- Divers.....

ing in gutter of book.

Tight binding, text missing in g

EMENTS PRIVES

mln de D

	1964	1965	1966	1967
	+ 0,1	- 0,6	-	-
	- 0,3	+ 1,6	-	-
le	+ 4,1	- 1,8	-	-
.	+ 22,2	37,9	24,1	21,3
	+ 26,1	+ 37,1	+ 24,1	+ 21,3
.	-	-	2,1	-
.	12,5	21,6	11,3	9,0
.	(12,5)	(21,6)	(0,4)	(0,4)
s ..	-	-	(10,9)	8,6
an- ..	9,7	16,3	10,7	12,3
..	4,7	10,7	10,7	12,3
..	1,0	1,0	)	
..	2,3	-	)	
...	0,5	-	(-	-
...	-	2,7	)	
...	1,2	1,9	)	

tter of book.

tableau 5.1

EVOLUTION DE LA SITUATION BANCAIRE

en M.D

	au 31/12/64	au 31/12/65	au 31/12/66	au 31/12/6[illegible]
RESSOURCES BANCAIRES :				
Ressources monétaires.....	153,7	173,7	196,3	210,[illegible]
Ressources non-monétaires.....	36,8	51,7	67,8	77,[illegible]
Soldes autres postes côtés passifs et actifs.....	23,9	21,5	18,0	16,[illegible]
	214,4	246,9	282,1	303,[illegible]
EMPLOIS DES BANQUES :				
A-Secteur extérieurs.....	- 0,1	+ 5,1	- 3,0	+ 1,[illegible]
B-Secteur public.....	80,9	91,1	106,1	108,[illegible]
a) B.C.T.[1]	(39,1)	(43,4)	(56,0)	(56,[illegible]
b) Banques.....	(25,4)	(26,7)	(26,9)	(26,[illegible]
c) C.C.P.[2]	(11,7)	(15,6)	(16,9)	(18,[illegible]
d) C.N.E. 30/9/1966 : 6,0.....	(4,7)	(5,4)	(6,3)	(6,[illegible]
C-Secteur privé.....	133,6	150,7	179,0	[illegible]4,[illegible]
	214,4	246,9	282,1	303,[illegible]

1) Y compris le compte C.C.P. auprès de la B.C.T.
2) Non compris le compte C.C.P. auprès de la B.C.T.

Tight binding, text missi[illegible]

bleau 5.2

PREVISIONS

isponibilités auprès de a B.C.T.	
ccords de paiements, ays déb.	
osition nette F.M.I.	
r.....	
tal disponibilités libres uprès de la B.C.T.	
isponibilités libres au- rès des banques commercia- es.....	
tal disponibilités li- res.....	
rêts croisés.....	
isponibilités brutes en or : en devises.....	

ng in gutter of book.

Tight binding,

PREVISIONS DES DISPONIBILITES BRUTES EN OR ET EN DEVISES

en M.D

	au 31/12 1964	au 31/12 1965	au 31/12 1966	au 31/12 1967
ilités auprès de	11,0	14,5	6,5	10,6
ie paiements, ...	0,7	1,8	1,8	1,8
nette F.M.I.	-	-	-	-
.....	1,9	2,0	2,0	2,0
sponibilités libres e la B.C.T.	13,6	18,3	10,3	14,4
ilités libres au- banques commercia-	0,5	0,4	0,4	0,4
sponibilités li-	14,1	18,7	10,7	14,8
oisés.....	4,0	2,5	1,7	0,8
ilités brutes en or vises.....	18,1	21,2	12,4	15,6

ext missing in gutter of book.

tableau 5.3

RESERVES EN OR ET EN DEVISES
SELON LA DEFINITION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

en mln [illegible] D

	au 31/12 1964	au 31/12 1965	au 31/12 1966	au 31/12 1967
I - Disponibilités brutes... en or et en devises	18,1	21,2	12,4	14,2
II - Engagement extérieur à vue.....	9,4	9,1	9,8	10,2
a) Banque Centrale				
- Avance Banque de France	(5,1)	(4,6)	(4,7)	(4,7)
- Banque Centrale d'Algérie.....	(0,1)	-	-	-
- Accords de paiements..	(1,6)	(2,5)	(1,3)	(1,3)
- Compte de coop. Economique.....	(o)	(1,4)	(1,8)	(2,2)
- Dépôts devises à court terme.....	(2,6)	(0,6)	(2,0)	(2,0)
III - Engagement extérieur à terme BCT.....	8,8	6,9	5,6	4,2
- Médeo Banca, 1er prêt	(4,8)	(4,4)	(3,9)	(3,4)
- Prêts croisés (Hambros)	(4,0)	(2,5)	(1,7)	(0,8)
IV - Erreurs et omissions...	-	0,1		- 0,1
I - (II + III + IV).....	- 0,1	+ 5,1	- 3,0	+ 1,2

Tight binding, text miss

leau 5.4 DETAILS DES CREANCES SUR LE SECTEUR PRIVE en mln de D

	au 31/12/64				au 31/12/65		
	Total	Fonds propres et dépôts (calculé en résidu)	Réescompte auprès de la BCT	Fonds spéciaux	Total	Fonds propres et dépôts (calculé en résidu)	Réescompte auprès de la BCT
Total des créances sur le secteur privé	133,6 6)	102,4	17,7 1)	13,5 2)	150,7 6)	108,4	20,1 1)
CREDIT A COURT TERME	92,5	83,8	6,3 4)	2,4 2)	100,0	89,5	8,1 4)
CREDIT A MOYEN TERME	20,0	10,1	11,4 5)	7,5 2)	39,2	12,5	12,0 5)
- ordinaire (calculé en résidu)	(14,7)	(9,8)	(2,5)	(3,4)	(24,9)	(12,2)	(2,6)
- agriculture	(3,2)	(0)	(0)	(3,2)	(3,4)	(0)	(0)
- habitation 5)	(10,0)	(1,3)	(7,8)	(0,9) 7)	(10,0)	(0,3)	(8,2)
- constr. usage industriel 5)	(1,1)	(0)	(1,1)	(0)	(0,9)	(0)	(0,9)
CREDIT A LONG TERME	6,6	3,0	0 3)	3,6	8,0	2,9	0 3)
- industriel, service (en résidu)	(4,1)	(1,0)	(0)	(3,1)	(4,2)	(0,5)	(0)
- agricole	(0,5)	(0)	(0)	(0,5)	(1,4)	(0)	(0)
- habitation	(2,0)	(2,0)	(0)	(0)	(2,4)	(2,4)	(0)
CONCOURS DIVERS	5,5	5,5	0	0	3,5	3,5	0

) Bilan B.C.T.
) Situation mensuelle
) La B.C.T. n'est pas autotisée de prendre papier à long terme à réescompte.
) Pa. différence.

5) Rapport B.C.T.
6) Tableau sur les contreparties
7) Fonds national d'amélioration de l'habitat.

leau 5.4 (suite) DETAILS DES CREANCES SUR LE SECTEUR PRIVE en mln de

	au 31/12/66				au 31/12/67		
	Total	Fonds propres et dépôts	Réescompte auprès de la BCT	Fonds spéciaux	Total	Fonds propres et dépôts	Réescompte auprès de la BCT
des créances sur le secteur privé	179,0	126,0	23,6	29,4	19	131,8	27,
CREDIT A COURT TERME	117,7	102,2	10,9	4,6	120,1	100,0	14,
CREDIT A MOYEN ET LONG TERME	57,8	20,3	12,7	24,8	(61,5)	(19,4)	(12,
- pour habitation	(14,1)	(3,7)	(8,2)	(2,2)	(15,0)	(3,9)	(8,
- pour agriculture	(6,1)	(-)	(-)	(6,1)	(19,0)	(-)	(-
- pour industrie (résidu)	(37,6)	(16,6)	(4,5)	(16,5)	(37,5)	(15,4)	(4,
CONCOURS DIVERS	3,5	3,5	-	-	3,5)	3,5	-

Note 1 : La répartition du total des creances sur secteur prive a court terme, sur credits a moyen terme et sur concours divers sete obtenue par application de la structure a la fin 196

ssing in gutter of book.

5.3

RESERVES EN OR ET EN DEVISES
SELON LA DEFINITION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

en mln de D

	au 31/12 1964	au 31/12 1965	au 31/12 1966	au 31/12 1967
isponibilités brutes... n or et en devises	18,1	21,2	12,4	14,2
Engagement extérieur à vue.....	9,4	9,1	9,8	10,2
Banque Centrale				
- Avance Banque de France	(5,1)	(4,6)	(4,7)	(4,7)
- Banque Centrale d'Algérie.....	(0,1)	-	-	-
- Accords de paiements..	(1,6)	(2,5)	(1,3)	(1,3)
- Compte de coop. Economique.....	(o)	(1,4)	(1,8)	(2,2)
- Dépôts devises à court terme.....	(2,6)	(0,6)	(2,0)	(2,0)
- Engagement extérieur à terme BCT.....	8,8	6,9	5,6	4,2
- Médeo Banca, 1er prêt	(4,8)	(4,4)	(3,9)	(3,4)
- Prêts croisés (Hambros)	(4,0)	(2,5)	(1,7)	(0,8)
- Erreurs et omissions...	-	0,1		- 0,1
I - (II + III + IV).....	- 0,1	+ 5,1	- 3,0	+ 1,2

Tight binding, t

.6

DETAILS DES CREANCES SUR LE SECTEUR PRIVE

en mln de D

	au 31/12/64				au 31/12/65			
	Total	Fonds propres et dépôts (calculé en résiduel)	Réescompte auprès de la BCT	Fonds spéciaux	Total	Fonds propres et dépôts (calculé en résiduel)	Réescompte auprès de la BCT	Fonds spéciaux
des créances sur le secteur	133,6[6]	102,4	17,7[1]	13,3[2]	150,7[6]	108,4	20,1[1]	22,2[2]
A COURT TERME	92,5	83,8	6,3[4]	2,4[2]	100,0	89,5	8,1[4]	2,4[2]
A MOYEN TERME	20,0	10,1	11,4[5]	7,5[2]	39,2	12,5	12,0[5]	14,7[2]
linaire (calculé en résidu)	(14,7)	(9,8)	(2,5)	(3,4)	(24,9)	(12,2)	(2,0)	(9,8)
riculture	(3,2)	(0)	(0)	(3,2)	(3,4)	(0)	(0)	(3,4)
bitation 5)	(10,0)	(1,3)	(7,8)	(0,9)[7]	(10,0)	(0,3)	(8,2)	(1,5)[7]
str. usage industriel 5)	(1,1)	(0)	(1,1)	(0)	(0,9)	(0)	(0,9)	(0)
T A LONG TERME	6,6	3,0	0[3]	3,6	8,0	2,9	0[3]	5,1[2]
dustriel, service (en résidu)	(4,1)	(1,0)	(0)	(3,1)	(4,2)	(0,5)	(0)	(3,7)
ricole	(0,5)	(0)	(0)	(0,9)	(1,4)	(0)	(0)	(1,4)
bitation	(2,0)	(2,0)	(0)	(0)	(2,4)	(2,4)	(0)	(0)
URS DIVERS	5,5	5,5	0	0	3,5	3,5	0	0

n B.C.T.
ation mensuelle
.C.T. n'est pas autotisée de
dre papier à long terme à ré-
mpte.
différence.

5) Rapport B.C.T.
6) Tableau sur les contreparties
7) Fonds national d'amélioration de l'habitat.

au 3.4 (suite)

DETAILS DES CREANCES SUR LE SECTEUR PRIVE

en mln de D

	au 31/12/66				au 31/12/67			
	Total	Fonds propres et dépôts	Réescompte auprès de la BCT	Fonds spéciaux	Total	Fonds propres et dépôts	Réescompte auprès de la BCT	Fonds spéciaux
des créances sur le secteur	179,0	126,0	23,6	29,4	194,1	131,8	27,0	35,3
[illegible] A COURT TERME	117,7	102,2	10,9	4,6	120,1	100,0	14,3	5,8
EDIT A MOYEN ET LONG TERME	57,8	20,3	12,7	24,8	(61,5)	(19,3)	(12,3)	(29,5)
pour habitation	(14,1)	(3,7)	(8,2)	(2,2)	(15,0)	(3,9)	(8,2)	(2,9)
pour agriculture	(6,1)	(-)	(-)	(6,1)	(19,0)	(-)	(-)	(19,0)
pour industrie (résidu)	(37,6)	(16,6)	(4,5)	(16,5)	(37,5)	(15,4)	(4,5)	(17,6)
NCOURS DIVERS	3,5	3,5	-	-	3,5)	3,5	-	-

te 1 : La repartition du total des creances sur secteur prive a ocurt terme, sur credits a moyen et long terme et sur conocurs divers aete obtenue par application de la structure a la fin 1965

xt missing in gutter of book.

tableau 5.5

CREDITS A MOYEN ET A LONG TERME DISPONIBLES POUR L'ECONOMIE

en mln de D

Année		Pour habitation	Pour agricult.	Pour industri
1966	Expansion des crédits.....	1,1	1,3	7,6
	Remboursement.....	0,3	0,3	3,7
	Total..	2,0	1,6	11,3
1967	Expansion des crédits.....	0,9	2,9	- 0,1
	Remboursement.....	0,3	0,7	4,1
		1,2	3,6	4,0

Tight binding, text miss

ing in gutter of book.

Tight binding, t

tableau 5.6

RESSOURCES NON-MONETAIRES

en mln de D

	au 31/12 1964	au 31/12 1965	au 31/12 1966	au 31/12 1967
I Fonds de tiers	25,7	38,2	51,8	59,1
a) Ressources spéciales	18,4	26,5	32,1	36,8
- Gouvernement Tunisien	10,5	10,8	12,5	14,1
- Fonds de contrepartie	3,9	5,6	5,6	6,6
- Aide étrangère	4,0	10,1	14,0	17,1
b) Fonds d'origine extérieure auprès de la BCT	- 0,6	-	2,2	3,4
Premier Prêt	(4,8)	(4,4)	(3,9)	(3,4)
- Medeo Banca (Ces postes sont négligés ici				
2eme prêt (pour que l'analyse monétaire	(-)	(-)	(0,4)	(0,4)
- Kredit Anstalt soit cohérente avec la ba-	(0)	(2,7)	(2,7)	(2,7)
- Prêts croisés lance des paiements et l'a-	(4,0)	(2,5)	(1,7)	(0,8)
(Hambros) nalyse des Administrations.				
- B.B.M.E. - S.T.I.R.	-	-	(2,2)	(2,4)
- Erreurs et omissions	- 0,6	-	-	-
c) Fonds d'origine extérieure déposée auprès des banques commerciales	4,0	6,4	8,5	8,5
- Dépôts à vue (Ces postes ont été repris	3,2	5,3)		
- Correspondants (ici pour que l'analyse mo-	0,5	1,0)	8,5	8,5
- Siège nétaire soit cohérente avec	0,1	0,1 (		
- Autres la balance des paiements.	0,2	- (		
d) C. de Coop. Economique	2,8	3,8	6,0	7,4
e) Obligations	1,1	1,5	3,0	3,0
II - Fonds propres	11,1	13,5	16,0	18,0
TOTAL	36,8	51,7	67,8	77,1

Text missing in gutter of book.

tableau 6.1

L'EPARGNE TOTALE ET SA REPARTITION PAR AGENT

	1965	1966	196
EMPLOIS COMPTE CAPITAL			
F.B.C.F.	134,4	127,3	110
Augmentation des stocks.....	6,1	-	10
Augmentation réserves or et devises.....	+ 5,2	- 8,1	4
	144,7	119,2	124
APPORTS EXTERIEURS			
Aide étrangère brute (voir bal. paie.).;	99,1	70,9	77
Moins remboursements, prêts publics et privés.....	8,6	13,9	19
Apport net d'extérieur	90,5	57,0	57
EPARGNE NATIONALE.....	54,2	62,2	66
dont Administrations.....	19,4	15,2	14
Ménages.....	7,5	7,5	8
Entreprises non-financières.....	26,3	37,0	41
Entreprises financières.....	1,0	2,5	2

Tight binding, text mi

bleau 6.2

REPARTITION DE L'AIDE E

APPORTS EXTERIEURS BRUTS.....	
- Administrations.....	
- Banques (apports nets et remboursement)	
- Entreprises non-financières (résidu).	
REMBOURSEMENT.....	
- Administrations.....	
- Banques[1]	
- Entreprises non-financières (résidu).	
APPORTS EXTERIEURS NETS.....	
- Administrations.....	
- Banques.....	
- Entreprises non-financières.....	

1) F.M.I. .....

S.T.B. à la Banque d'Amérique.....

Prêts aux entreprises transitant par les Banques.....

Prêts aux administrations transitant par les Banques.....

ssing in gutter of book.

Tight binding / text

REPARTITION DE L'AIDE ETRANGERE BRUTE

	1965	1966	1967
TERIEURS BRUTS.....	99,1	70,9	77,1
trations.....	(34,4)	(29,6)	(4o,3)
(apports nets et remboursement)	(21,6)	(14,9)	(9,2)
ises non-financières (résidu).	(43,1)	(26,5)	(27,6)
ENT.....	8,6	13,9	19,2
trations.....	(2,9)	(1,7)	(1,8)
1)	-	(1,1)	(4,9)
ises non-financières (résidu).	(5,7)	(11,1)	(12,5)
TERIEURS NETS.....	90,5	57,0	57,9
trations.....	(31,5)	(27,8)	(38,5)
.....	(21,6)	(13,8)	(4,3)
ises non-financières.....	(37,4)	(15,4)	(15,1)
.....	-	-	3,4
à la Banque d'Amérique.....	-	0,5	0.5
ux entreprises transitant par ques.....		0,5	1,0
ux administrations transitant Banques.....		0,1	

tableau 6.3

APPORTS EXTERIEURS AUX BANQUES

	1965	1966	196
DESTINE AUX BANQUES			
F.M.I. à la B.C.T.	6.2	2,7	3,7
- moins remboursement.....			3,4
	6.2	2,7	0,8
Crédit à la Banque (STB en provenance de la Banque d'Amérique.....	2,6	- 0,5	-0,5
Fonds d'otigine extérieure auprès des Bques com. (Dépôts à vue).	2,4	2,1	-
	11.2	4,3	- 0,2
DESTINE AUX ENTREPRISES :			
Ressources spéciales provenant de l'étranger :			
- brut.....	-	4,4	4,1
- remboursement.....	-	0,5	1,0
- net.....	6,1	3,9	3,1
Augmentation des ressources spéciales à base du fonds de contrepartie.....	1,7	-	-
Prêts de la B.B.M.E. à S.T.I.R.....	-	2,2	1,2
	7,8	6,1	4,3
DESTINE AUX ADMINSTRATIONS			
Prêts auprès étranger pour compte Administration.....	0,6	-	-
Compte coopérative économique : brut..		2,3	
rembour.		0,1	
net.....	1,0	2,2	1,4
Dépôts, Etats-Unis.....	1,9	1,2	- 1,2
Dépôt Trésor Français.....	- 0,9	-	-
Total..	2,6	3,4	0,2
TOTAL..	21,6	13,8	4,3

Tight binding, text

Autres sources :									
Fonds de contrepartie.	- 3,5	- 3,5	dont Epargne bque 2,5	2,6	3,3	21,8	4,3	dont Epargne bque 2,0	9,8	6,1	1,6
	35,2	13,8	15,1								

issing in gutter of book

dont Epar- gne

dont Epar- gne

Tight binding, text miss

ableau 6.4

RESSOURCES BANCAIRES

mln de D

	1966					1967				
	Total	Ext/	Entre-prises	Mén.	Adm.	Total	Ext/	Entre-prises	Mén.	Adm.
RESSOURCES MONETAIRES										
Masse fiduciaire.....	+ 3,3		+ 1,6	+ 1,7		+ 2,7		+ 1,3	+ 1,4	
Masse script. Dépôt BCT	-	-				-	-			
Dépôt à vue.....	+ 7,2		+ 7,2	-		+ 4,1		+ 2,8	+ 1,3	
C.C.P.	+ 1,4		+ 1,4	-		1,0		+ 1,0		
Dépôts à terme.....	+ 7,1	+ 4,2	+ 1,3		+ 1,6	+ 5,0	- 0,5	+ 2,7	+ 2,8	
C.N.E.	+ 0,9			+ 0,9		+ 0,6			+ 0,6	
F.M.I. (Net !).....	+ 2,7	+ 2,7				+ 0,3	+ 0,3			
	+ 22,6	+ 6,9	+ 11,5	+ 2,6	+ 1,6	+ 13,7	- 0,2	+ 7,8	+ 6,1	
RESSOURCES NON MONETAIRES										
- Ressources spéciales - alimentées par GT.....	+ 1,7				+ 1,7	+ 1,6				+ 1,6
- Alim. par Fonds de contrepartie.....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Alim. par Aide étrang.	+ 3,9	+ 3,7				+ 3,1	+ 3,1			
- Fonds d'origine ext. BCT	+ 2,2	+ 2,2				+ 1,2	+ 1,2			
- Ban. Comm.	2,1	2,1				-	-			
- Fo. de coop. éco.	2,2	2,2				1,4	1,4			
- Obligation.....	1,5		1,5			-	-	-		
- Fonds propres (épargne)	2,5		2,5			2,0		2,0		
Autres sources :	16,7	10,4	4,0		1,7	9,3	5,7	2,0		1,6
Fonds de contrepartie.	- 3,5	- 3,5				- 1,2	- 1,2			
	35,2	13,8	15,1	2,6	3,3	21,8	4,3	9,8	6,1	1,6

ssing in gutter or book.